

LE MARXISTE - LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'U.C.F.M.L.

Groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France
Marxiste-Léniniste

Mensuel: ETÉ 1981 (No Double)

No 53-54

Prix: 5 Francs

Su-sucre ...

NOUVEAUX COMBATS POLITIQUES



Le rassemblement pour la régularisation des sans-papiers
appelé par les Permanences Anti-Expulsion le 4 Juillet 81.



Mitterrand dans ses
exercices
quotidiens à l'Élysée

CONTRE LE RALLIEMENT A L'ETAT-PS.

- Avec les C.P.A.C. contre la loi d'assimilation forcée de 1973
- Avec les P.A.E. pour la régularisation des sans-papiers
- Pour un meeting de mémoire sur le 17 Octobre 1961
- Pour développer un point de vue de classe sur l'intérim
- PS histoire/économie
- Irlande-Iran-Osirak-Maroc

EDITORIAL

-1-

Résumons, pour nos lecteurs, ce que nous pensons de la nouvelle conjoncture politique.

-a) La chute de Giscard, complétée par la déroute du RPR et de l'UDF aux législatives, montre qu'il y avait bien crise politique. L'État-Giscard, qui se croyait la source de toute politique, et qui n'avait d'autre référence que la restructuration impérialiste, n'avait plus de base de masse acceptable. Lancé (surtout après 78) dans une politique extrêmement brutale de mise en crise du peuple, il a fait le vide autour de lui.

A beaucoup d'égards, le libéralisme giscardien aura été une parenthèse, entre le nationalisme gaulliste (chargé de lancer la «modernisation» capitaliste de la France) et l'État-P.S. (chargé de trouver les termes d'un nouveau consensus social et idéologique, surtout avec la petite bourgeoisie salariée).

-b) La venue au pouvoir de Mitterrand n'est pas un événement politique du peuple, c'est un événement de l'État. Ni mouvement de masse, ni lutte de classe. Tout est calme, le mécanisme parlementaire de la société impérialiste française a joué, à l'exclusion de tout phénomène hétérogène.

Il est caractéristique que la «joie» du 10 Mai ait été le produit de l'élection de Mitterrand, non pas ce qui l'a portée. Au contraire, la campagne électorale a été très morne. Les gens se sont donc RALLIÉS A L'ÉTAT, à la nouvelle figure de l'État. Leur «joie» était étatique. L'atmosphère est celle - voulue et incarnée par le P.S. - d'une «réconciliation» du peuple et de l'État. C'est le coup le plus dur porté depuis longtemps à l'esprit de révolte, à l'esprit «anti-État», si fort en Mai 68 et après.

Nous sommes communistes. Nous sommes donc contre l'État. C'est là pour nous une condition décisive de toute autonomie politique de la classe ouvrière et du peuple.

Nous ne pouvons donc d'aucune façon partager la joie étatique du 10 Mai.

-c) Dans les formes de consciences liées à l'élection de Mitterrand, le (petit) élément positif concerne la double hostilité à Giscard et au P.C.F., le P.C.F. raciste de Montigny et Vitry. Le P.S. représente la fausse issue parlementaire de la lutte sur deux fronts. Nous appelons tous ceux qui sont sur ce terrain à PRATIQUER sans attendre la poursuite de cette lutte, dans des actions indépendantes de l'État.

Nous proposons pour ce faire 7 points contre la société impérialiste française:

- * L'unité français-immigrés, dans la logique de l'autonomie politique du peuple multinational de France. Soutien aux organisations anti-racistes de cette unité (exemple: les Permanences Anti-Expulsion).

- * L'existence politique de la classe ouvrière d'usine, dans des noyaux communistes.

- * L'indépendance du peuple des banlieues et des cités, contre l'État et le P.C.F., dans des Comités Populaires Anti-Capitalistes.

- * Regroupement du peuple des campagnes, autour de son journal, «La Feuille».

- * Lutte directe contre l'impérialisme français, en particulier par l'indépendance des «DOMs-TOMs», dernières colonies, et par le dégagement en Afrique de l'Ouest.

- * Soutien à l'indépendance nationale des peuples contre les deux superpuissances et la guerre; Cambodge, Afghanistan, Pologne, Iran, Salvador.

- * Développement créateur du marxisme, sur les plans théoriques et militants. Y compris dans la sphère de l'art et de la littérature (soutien aux groupes Foudre, Degeyer, Eugène Pottier).

-d) Le P.S. incarne l'idéologie (à terme entièrement impuissante) d'un État «populaire», comme celui que proposaient les premiers révisionnistes, ceux de la 2ème Internationale, en particulier Bernstein. Il s'agit de trouver les formes «douces» de l'accommodement à la crise et au redéploiement impérialiste.

En la matière, la capacité inventive du P.S. est très faible. Sa référence est républicaine, anti-marxiste. Au chauvinisme économique de Giscard (être à la hauteur du Japon) il substitue le chauvinisme idéologique et social (être à la hauteur des «grands ancêtres», Jaurès et Blum).

Tout indique que le vote pour Mitterrand était profondément CONSERVATEUR. Il n'y a qu'à voir ses affiches: petite église de province, «force tranquille», humanisme douceâtre. Face à la sauvagerie capitaliste et libérale de



Plus à l'aise au bistrot que Giscard !

Giscard, réglée directement sur la dureté de la crise, on en appelle à la France de la vieille république provinciale, aux valeurs «culturelles», à la tutelle bienveillante et bavarde de l'État parlementaire.

La contradiction entre ce discours et le réel est flagrante. Elle éclatera à échelle de masse un jour ou l'autre. Ce discours est en outre médiocre et infécond. Même les intellectuels finiront par en mesurer le côté moisi et sans ambition autre que de garder intacts les privilèges d'autrefois.

Les ouvriers sont déjà plutôt réservés. Après tout, l'exploitation demeure, l'usine ne change pas.

Si le P.S. veut financer des concessions à la petite bourgeoisie, il faudra renforcer l'exploitation. Il n'y a pas de mystère.

De ce point-de-vue, l'anti-marxisme du P.S. est dirigé directement contre l'idée de l'autonomie politique de la classe ouvrière. Les notions de «peuple de gauche» et de «majorité sociale» n'ont pas d'autre but. Il s'agit d'ancrer l'idée que la classe ouvrière n'est qu'une force sociale comme les autres.

L'antagonisme à l'État-P.S. a pour centre de gravité l'organisation marxiste de la classe ouvrière. La politique des noyaux communistes, ligne d'édification du parti dans les usines, est la forme supérieure de la lutte de classe contre les bourgeois du P.S., leur État et leur idéologie.

-e) Le P.C.F. a subi un lourd échec parlementaire. Il n'a pas pu manier correctement la dialectique de son choix de crise dans les masses (activité raciste d'embrigadement d'une fraction du peuple contre une autre) et de sa maintenance «légale»: les alliances électorales. C'est sans doute que la crise politique n'est pas encore au point d'exiger des recours extra-parlementaires au niveau d'ensemble.

Il faut bien voir toutefois que l'arrivée de ministres P.C.F., voulue par Mitterrand, donne à ce parti un répit, en même temps qu'elle lui permet de sauver son honorabilité

politique, son image de parti d'État. Avec ces ministres, vient l'oubli du P.C.F. d'il y a seulement deux mois. C'est dire ce que valaient les « protestations » du P.S. contre Vitry, ou contre l'Afghanistan !

C'est vraiment l'alliance de deux canailleries.

La volonté d'avoir des ministres P.C.F. confirme que le P.S. tient ferme sur la nécessité d'une caution « populaire » sur le souvenir douteux de 36. Les temps d'une nouvelle social-démocratie technocrate et hégémonique (à l'allemande) ne sont pas mûrs. Rocard doit ronger son frein.

C'est aussi le signe flagrant que la venue au pouvoir du P.S. est l'anti-Mai 68. Les trois grandes idées de Mai 68 (on a raison de se révolter contre l'État, il faut se lier aux ouvriers, le P.C.F. est un ennemi) sont toutes trois combattues par le P.S., qui dit: l'État est gentil, les ouvriers doivent rester à leur place, et il faut des ministres P.C.F.

L'arrivée du P.C.F. au pouvoir achève entièrement le cycle ouvert par 68. Les forces de la révolution, du maoïsme, sont désormais les détenteurs UNIQUES d'un bilan de gauche des années 60. C'est une responsabilité historique, ayant valeur pour la société toute entière (ouvriers, paysans, mais aussi jeunes et intellectuels).

-2-

Dans le travail politique, il est nécessaire d'étudier, de diviser et d'intervenir sur toutes les mesures et réformes prises par l'État-P.S. C'est autour de ces mesures qu'il tente d'alimenter le débat de masse, de façon à ce qu'il reste centré sur l'État. C'est aussi dans l'agitation informatrice qu'il amuse le tapis, en attendant le retour en force du réel.

Notre règle est de nous féliciter des mesures tactiquement utiles, en montrant du reste qu'ELLES SONT LE RÉSULTAT DES LUTTES INDÉPENDANTES DE LA PÉRIODE ANTÉRIEURE. Ces mesures, loin de soutenir l'idée qu'il faut « attendre » le P.S. et l'État, montrent EXACTEMENT LE CONTRAIRE: qu'il faut s'organiser et agir de façon massive et autonome, et qu'alors l'État, dans sa propre sphère, doit quelquefois suivre le mouvement, l'accompagner, l'endiguer par des réformes, quand la force n'y suffit pas.

On peut et on doit faire cette démonstration:

- A propos des mesures sur l'immigration (arrêt provisoire des expulsions en général, des expulsions de jeunes en particulier). Presque dix ans de combats multiformes des ouvriers immigrés contre l'État et le P.C.F. (dans l'indifférence générale des électeurs P.S.) trouvent là une sanction après-coup. C'est la justification, non du P.S., mais de la lutte de classe sur deux fronts.

- A propos de Plogoff et du Larzac.

- A propos des extraditions de patriotes et révolutionnaires (Cf manifestations pour K. Croissant, Piperno...).

C'est peu de dire que nous avons été de ces combats. Ils ont constitué une matière essentielle de notre politique. Il faut être dans l'état d'esprit d'une victoire, que le parlementarisme sanctionne, mais dont il n'a jamais été le principe. Au contraire: c'est le non-parlementarisme des mouvements, actions, regroupements ou campagnes, qui en a fait la force, et oblige aujourd'hui Mitterrand à y puiser ses symboles politiques.

Notre seconde règle est de nous en tenir au réel pour garder notre indépendance politique entière. Le réel, c'est-à-dire la société impérialiste, la crise, l'exploitation, le risque de guerre.

D'autres mesures du P.S. relèvent de ce traitement.

Les 35 HEURES viennent sur le fond d'un renforcement sans précédent de la productivité (cadences, etc...) en même temps que d'un abaissement de la durée du travail dû à la crise, et non à la magnanimité du capital. La réalité progressiste de cette mesure est tout à fait douteuse. Elle est plutôt le biais (avec l'insignifiante augmentation du SMIC) par lequel, en faisant du « social », on espère SE DÉBARASSER DE LA CLASSE OUVRIÈRE. L'autre volet sera l'institutionnalisation renforcée de la police syndicale. Déjà le P.C.F. de Marchais déclare qu'il faut accorder « plus d'importance » à l'activité syndicale. Repli menaçant !

L'exigence de la politique ouvrière, du comportement de classe, de l'unité fixes-interimaires, français-immigrés, progressera à travers la discussion de masse des mesures « sociales » de l'État et de ses flancs-gardes syndicalistes.

Sur l'IMMIGRATION, on n'a encore rien vu qu'une espèce de moratoire. L'idée globale est de FIXER dans un statut d'assimilation les « bons immigrés », de les noyer dans le « peuple de gauche ». Les contrôles finiront par être renforcés (aux frontières et dans les usines); l'histoire concrète sera niée (quel bilan de la guerre d'Algérie font donc Mitterrand, Mauroy ou Deferre ?); l'identité OUVRIÈRE multinationale sera combattue par les artifices de l'idéologie et de la loi.

En l'état actuel des choses, il est requis de poursuivre et amplifier tous les engagements en cours (régularisation des sans-papiers, non à la répartition-assimilation, abrogation de la loi de 73 sur les jeunes algériens, mémoire historique, lutte de masse contre les attentats racistes, etc...).

Du reste, le thème de l'ENGAGEMENT politique, personnel et direct, est une arme de la conjoncture, face à la dévotion lamentable pour l'État.

Concernant les NATIONALISATIONS, nous avons déjà dit maintes fois ce que nous en pensons. Empruntés à l'arsenal idéologique des nouveaux bourgeois du P.C.F. (capitalisme bureaucratique d'État), elles ne touchent en rien à l'exploitation, et n'ont rien à voir avec la logique communiste. Le risque est qu'elles créent de nouveaux points d'appui pour la dictature locale du P.C.F. ou des appareils syndicaux (Cf l'E.D.F.). Elles laissent entières - avec un battage idéologique à surmonter en plus - les tâches de l'organisation politique d'usine. Le point-de-vue de classe sur les nationalisations n'est certes pas celui de Mauroy ou de Marchais (pour), ni du reste celui de Chirac ou de Jobert (plutôt contre). C'est celui de l'avant-garde des O.S. de Renault.

Constatons, et faisons savoir, que la nationalisation de fait de la sidérurgie:

... a été faite par Giscard.

... a accompagné une mémorable défaite ouvrière (Denain, Longwy, etc...).

La DÉCENTRALISATION est surtout un pare-feu contre les régionalismes actifs et populaires (Corse par exemple). Elle est aussi - si elle se fait, ce qui est fortement contraire aux tendances historiques de la bourgeoisie française - une mine inépuisable de prébendes bureaucratiques provinciales pour les notables politiques, sociaux, syndicaux. Elle peut enfin donner un nouveau souffle aux bourgeoisies locales. Partout dans le monde, les sociaux-démocrates tissent leur consensus impérialiste « new-look » à travers des conseils régionaux, des assemblées de notables, des mini-parlements, des chambres économiques, etc... On a vu en Italie que ces dispositions élargissent aussi la base de pénétration dans l'État des nouveaux bourgeois du P.C.I. Au fond, la décentralisation assure une certaine relève des bureaucraties d'État, nourrit le carriérisme, complète la restructuration, fait pénétrer le capitalisme jusqu'aux villages les plus reculés.

Nous n'aimons pas beaucoup cette « décentralisation », qui est plutôt une surorganisation étatique des populations.

Contre elle, nous soutenons les processus de masse de l'identité régionale, la lutte contre l'État impérialiste français.

Sur ce plan, les déclarations de l'État-P.S. vont dans le sens de la continuité: pas d'indépendance pour les DOMS-TOMs (au contraire, une « sollicitude » paternelle de l'État renforcée), même politique en Afrique de l'Ouest, avec les « vieux amis » Houphouët et Senghor, peut-être une activité plus ample en Algérie - fut-ce au détriment de l'ami marocain.

La SCÈNE MONDIALE pourrait bien être, dans sa froideur et son indifférence au « républicanisme » du P.S., le rocher où va couler le navire. Comment se préparer à la guerre tout en promettant à chacun la tranquillité de tous les égoïsmes ? Comment faire droit à la lutte nationale du peuple palestinien, tout en clamant son amour pour l'État

d'Israël ? Comment soutenir efficacement (seule parade aux périls) les Cambodgiens et les Afghans avec des ministres du P.C.F. et Régis Debray comme conseiller ? Entre l'idéologie œcuménique de l'État-«populaire» et les camps de la guerre mondiale, il y a un abîme. Déjà, les forces neutralistes et capitulardes se déploient vigoureusement en Hollande, en Belgique, en Allemagne. Le P.S. a-t-il le moindre ressort pour y faire pièce de façon cohérente ? Le passé du socialisme à la française, de l'«union sacrée» de 14-18 à la déroute de 1939, ne porte guère à l'optimisme. La Pologne, comme l'Espagne en 1936, pourrait bien sonner l'heure de vérité. Préparons-nous à d'amples mobilisations pour le soutien internationaliste aux résistances, l'État, soyons-en sûrs, se mettra la tête sous l'édredon.

La conjoncture, dénouement tardif de l'après-68, lève une hypothèque. P.S. et P.C.F. sont au pouvoir. Cette expérience est celle des bourgeois en crise. Le fil que nous tenons depuis dix ans est solide: il nous oriente, contre tout ralliement, et pour l'autonomie politique marxiste de la classe et du peuple. La question de cette autonomie est au fond clarifiée, car l'État-Mitterrand en est, en quelque sorte, le plan d'épreuve MAXIMAL. On ne nous fera plus musarder en chemin avec des histoires de diamants ou de tables d'écoute. Si scandale il y a, et il y aura, il aura la vertu inévitable d'être de part en part politique.

Que l'avant-garde se lève pour en garantir l'issue.

COMBATS

Combat organisé par les C.P.A.C. contre la loi de 1973

Les Comités Populaires Anti-Capitalistes ont engagé une grande bataille contre la loi de 1973, loi inique qui impose, par son article 23, la nationalité française aux jeunes algériens nés en France depuis 1963. Comme repères pour l'étape en cours de cette longue bataille (qui vise l'abrogation de l'article 23) nous publions d'abord une intervention des C.P.A.C. dans leur réunion publique parisienne du 20 Juin, visant à ouvrir le combat sur cette loi. Nous y ajoutons le compte-rendu fait par les C.P.A.C. d'une délégation au Ministère du Travail le 1er Juillet pour, dans une première étape, obtenir que les jeunes algériens qui refusent la nationalité française en soient automatiquement libérés.

INTERVENTION DES C.P.A.C. SUR LA LOI DE 73 A LA REUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN A PARIS :

La situation telle qu'elle est:

La situation qui est celle des immigrés et des jeunes, on peut la décrire telle qu'elle est en disant que le peuple est multinational. La politique antérieure qui était celle de Giscard et de Stoléru était entièrement dominée par les expulsions, le refus du regroupement familial, l'offensive anti-jeunes. Il y a maintenant une nouvelle situation du fait de la suppression des expulsions. L'explication qu'on en donne nous, c'est que la réalité du peuple multi-national est si forte que l'État doit en prendre acte.

Cependant, l'État fait plus qu'en prendre acte. Il a le projet de séparer en deux les immigrés, d'en assimiler une bonne partie, de ne laisser aux autres que le choix entre ségrégation ou expulsion.

Mais le projet de cette assimilation est difficile déjà à comprendre pour les jeunes immigrés. Pourquoi ? Parce que dans l'école, au travail, il y a le racisme. Alors pourquoi ces gens là de l'État veulent garder les jeunes immigrés en France ? Pour le comprendre il faut voir qu'il n'y a pas que la question de leur identité nationale, il y a aussi celle de leur identité de classe. Que vont-ils devenir s'ils restent en France ? Il n'y en a pas beaucoup qui pensent qu'ils vont devenir des bourgeois; ils sont du peuple; c'est en ce sens qu'ils intéressent la bourgeoisie, parce qu'ils sont ceux que la bourgeoisie exploite soit pour le travail soit pour faire ses guerres à elle.

A ces jeunes, nous disons: ne vous imaginez pas que vous allez pouvoir rester en France à l'écart, marginalisés. Ne croyez pas que l'État et la bourgeoisie vont vous laisser comme cela sans rien faire: pour elle il faut supprimer ou assimiler.

Ce que la communauté algérienne pense:

Aujourd'hui, le choix d'assimiler les immigrés, c'est supprimer quelque chose qui existe, une force de résistance, d'identité, de refus. Et si les jeunes algériens ou la communauté algérienne refusent, c'est bien parce qu'ils sentent cela: qu'on leur enlève ainsi quelque chose qui est pour eux un point d'appui face à l'État.

Il y a deux sensibilités dans la communauté algérienne: -1) Les parents se réfèrent à la guerre d'Algérie: si on a fait la guerre, disent-ils, ce n'est pas pour rien. C'est pour quelque chose. Certes, être sujet de cet État-là, quand on est en France, cela n'est pas pour autant la fin du racisme, au contraire. Mais retirer cette nationalité c'est pour eux les séparer d'un principe de résistance. D'ailleurs, les arabes de nationalité française, comme les antillais, on sait comment ils sont traités en France.

Du point de vue des parents, ces questions restent cependant en partie aveugles, car ils ne sont pas principalement concernés.

-2) Les jeunes sentent qu'on veut les faire entrer à l'

usine, à l'armée, dans les H.L.M. et leur faire partager la vie isolée sur soi qui est l'organisation actuelle du monde. Ils veulent garder avant tout ce qu'ils ont, c'est-à-dire d'être un groupe qui est dans une certaine rupture. La question posée, c'est l'avenir de cette rupture: est-ce que l'Etat va supprimer cette contradiction en les intégrant ou non ?

Voilà la situation. Peut-être n'est-on pas d'accord sur certains points, mais chacun peut constater que ce que l'on dit, c'est objectif. Mais d'autre part, il y a nous, c'est-à-dire un projet politique qui est le notre, celui des C.P.A.C.

A notre avis, quelle est la subjectivité du peuple ?

La question principale pour les gens c'est ce qu'ils pensent devenir.

* Soit c'est: chacun se débrouille et quand cela ne va pas, on cherche une assistance, une petite porte dans l'Etat où frapper. C'est la loi de la jungle, loi que proposent l'Etat et la bourgeoisie, loi de la concurrence parce que la porte de l'Etat est petite et que les gens se bousculent.

* Soit il y a la subjectivité révolutionnaire qui cherche à exister face à l'Etat et à la bourgeoisie, qui vise à agir et, même si on ne peut encore agir, à dire son point de vue, à dire comment ce devrait être à son avis. C'est le point de vue de la solidarité, de la transformation et du bouleversement.

Ce dont il faut que les gens se préoccupent, c'est l'Etat de la subjectivité dans le peuple, voilà le point le plus important.

Il y a trois questions de masse à propos de cette affaire: le travail, le logement, la guerre.

Sur le TRAVAIL, il y a deux aspects:

— vu du côté immigré, c'est: «Ah, tu es algérien ? Il n'y a pas de travail pour toi».

— chez les français, l'opinion est par contre répandue que les immigrés prennent le travail des français.

Sur le LOGEMENT l'expérience quotidienne des immigrés c'est qu'on leur dit: «il n'y en a plus», alors qu'il y en a.

Sur la GUERRE, certains français disent: «les immigrés, en restant immigrés, ne veulent pas des inconvénients d'être français, ils ne veulent pas avoir à faire la guerre».

Avoir un peuple qui existe, c'est arriver à répondre sur ces questions, ne pas être ennuyé pour répondre à cela. Et, à la limite, le C.P.A.C. cela sert à répondre à cela autrement qu'en disant «par un côté, c'est normal» ou «on les comprend». Ce sont ces questions là qui font qu'il faut s'organiser dans les C.P.A.C. et pas seulement lutter contre la bourgeoisie.

D'ailleurs, pour les algériens, le problème n'est pas seulement de rester en France avec la carte algérienne, mais aussi: comment vivre en France ?

Ce qu'on pense, c'est qu'il faut en France un peuple qui ait une identité politique anti-capitaliste. On pense cela et on est organisé dans cette idée.

C'est la question du communisme, de la classe ouvrière, de la révolution. Ce sont des mots que tout le monde connaît certes en France, mais pour nous toute l'histoire est dominée par ces questions.

Dans la loi de 1973, il y a deux choses:

-1) C'est explicitement une loi impérialiste qui veut protéger les français intégrés en Afrique aux appareils d'Etats néo-coloniaux, à ceux qui y sont ministre ou général et qui risqueraient de perdre la nationalité française. C'est donc une loi d'un côté pour empêcher l'assimilation des français dans les pays néo-colonisés.

-2) De l'autre dans son article 23 elle vise les jeunes immigrés principalement algériens. En effet, le code de nationalité dit qu'est français tout enfant né en France de parents nés eux-mêmes en France. L'article 23 dit que cela s'applique aux anciens territoires des colonies et des TOMs.



Une croix sur la guerre d'Algérie...

Cela fait que sera obligatoirement français tout algérien né en France, même après 1962 (l'indépendance de l'Algérie) puisque l'Algérie avant l'indépendance était considérée comme française (à la différence du Maroc - simple protectorat, ou de la Tunisie).

Avec cet article, la guerre d'Algérie est traitée comme un simple accident de parcours dans le passage de la colonie à la néo-colonie. Imposer la nationalité française aux jeunes algériens sous le prétexte que leurs parents sont nés en Algérie à l'époque où celle-ci était française, c'est pour l'Etat revenir sur l'indépendance algérienne durement conquise. Précisément dans le cas de l'Algérie, il y a eu révolte populaire, guerre de libération nationale pour empêcher le passage au néo-colonialisme. Pour nous, le peuple algérien, y compris les algériens qui vivent en France, c'est lui qui a fait cette guerre et l'a gagnée pour acquérir le droit à une nationalité propre. Nous nous définissons pour cela par rapport au peuple algérien, pas par rapport à l'Etat algérien.

L'attitude de l'Etat algérien par rapport à cette loi, c'est de la soutenir. Il est d'accord pour contraindre les immigrés soit à rester en France soit à rentrer en Algérie. On voit que l'Etat algérien fait cela, mais on ne prend pas position là-dessus. Mais sa position ne nous étonne pas car ces problèmes mettent en jeu l'identité du peuple multinational qui vit en France et on ne voit pas ce qu'un Etat étranger peut faire de positif là-dessus.

Notre position, nous la construisons contre l'Etat français, qui est un Etat impérialiste, allant faire la guerre en Afrique, envoyant ses cadres organiser le néo-colonialisme...

Voilà donc les choses qu'on peut comprendre sur cette loi. Maintenant il y a le problème de l'engagement contre cette loi. Il y a à ouvrir la bataille.

Les C.P.A.C. ont alors proposé d'organiser, comme première initiative regroupant jeunes algériens et français sur cet enjeu, une délégation au Ministère du Travail. Le but en était d'obtenir l'acceptation automatique des dossiers de libération de la nationalité française pour les jeunes algériens qui en font la demande. Jusqu'à présent, comme il sera confirmé pendant cette délégation, ces demandes sont

systématiquement refusées: l'Etat leur interdit donc de refuser la nationalité française.

Voici le compte-rendu de cette délégation fait le jour même sous forme de tract par le C.P.A.C. Le «ML» tiendra au courant ses lecteurs des phases suivantes de cette bataille qui ne fait que s'ouvrir.

COMPTE-RENDU DE LA DÉLÉGATION AU MINISTÈRE DU TRAVAIL LE 1 JUILLET 1981



Une délégation perplexe devant le tampon étatique de service.

La lutte contre la loi de 73 a une réalité. Laquelle ? Celle de tous les jeunes algériens qui ont rempli des dossiers que les C.P.A.C regroupent et où ils demandent de ne plus être français. Celle des 40 personnes qui sont allées au Ministère du Travail mercredi dernier 1er Juillet.

Ce qui est important, c'est que les jeunes algériens qui veulent vivre en France comme algériens se mettent à exister. Savoir qui on est, se battre pour avoir droit à exister comme on est, c'est comme cela que le peuple multinational se construira en France. Ce droit, on ne le lui donne pas comme ça, il devra l'arracher.

Notre délégation a été reçue. Le haut fonctionnaire qui nous a reçu est celui qui a le pouvoir de refuser ou d'accepter les demandes d'être libéré de la nationalité française (demandes de libération d'allégeance). Il s'est déplacé pour venir parler devant la délégation.

Dans la discussion, certains points ont été gagnés:

- 1 Dans les Préfectures, on n'a pas le droit de vous demander la Carte d'Identité française pour vous remettre le dossier de libération d'allégeance.
- 2) Il nous donnera d'ici une semaine la liste des papiers réellement nécessaires à cette demande: on pourra montrer cette liste dans les Préfectures si elles demandent des papiers qui ne sont pas obligatoires.
- 3) Il favorisera une rencontre d'une nouvelle délégation avec le Ministre lui-même.

Pourquoi faut-il voir de nouveau le ministre ? Car ce fonctionnaire que nous avons vu fonctionner suivant les

ordres qu'il reçoit de son ministre. Ces ordres jusqu'à présent étaient: «refusez toutes les demandes sans exception». A la sortie de la délégation, nous avons décidé de faire une nouvelle délégation chez le ministre pour qu'il prenne la décision de faire libérer de la nationalité française tous les jeunes qui le demandent.

Mais ce que nous voulons, c'est que la loi de 73 elle-même soit changée, cette loi colonialiste qui ne reconnaît pas la lutte de libération nationale du peuple algérien puisqu'elle fait automatiquement des enfants de ce peuple des français.

Pour cela, il faut que plus de jeunes encore prennent conscience. Qu'ils cessent d'attendre que les choses s'arrangent toutes seules, parceque cela, elles ne le feront pas. Qu'ils cessent de croire aux mensonges ou aux intimidations des Préfectures ou des Commissariats qui leur disent «vous avez le choix à 18 ans». Ce n'est pas vrai: à l'heure actuelle, pour l'Etat, vous êtes français quoiqu'il arrive. Ou, autre mensonge: «prends ta carte française et dépose un dossier». Vous pouvez déposer le dossier sans prendre la carte.

VENEZ NOMBREUX AVEC LES C.P.A.Cs QUAND NOUS RETOURNERONS VOIR LE MINISTRE !

A l'école ou au travail, si on vous demande vos papiers, dites que votre cas est à l'étude dans les ministères. Contactez les C.P.A.Cs.

VIVE LE PEUPLE MULTINATIONAL DE FRANCE !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de la publication P. Gonin - Dépôt légal 2/81 - Com. Par. 56 220 Imp. Spec Potemkine - ISSN 0338-5086

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste sous pli fermé: 100f (un an)
soutien: 150f et plus !

L'abonnement est un moyen sûr de se procurer le journal régulièrement. Il permet également de contribuer à son amélioration continue. Il comprend toutes les brochures U.C.F.M.L. parues dans l'année (et 12 numéros du ML quelque soit son rythme de parution).

POUR S'ABONNER: écrire à l'adresse suivante (exclusivement): «Le ML - BP 278 - 75 827 - Paris Cedex 17» (règlement par-CCP, chèque bancaire à l'ordre de «P. Gonin»).

P.A.E.: régularisation de tous les sans-papiers !

Dans le cadre du soutien politique qu'apporte l'U.C.F. M.L. au développement des Permanences Anti-Expulsion, nous publions l'appel qu'elles lancent pendant l'été:

Les P.A.E. ont décidé lors de leur meeting parisien du 12 Juin d'engager une grande bataille politique pour la régularisation de TOUS les sans-papiers.

Les P.A.E. comptent dans un premier temps développer une large campagne d'opinion publique:

- * Afin que tous les immigrés sans-papiers prennent confiance dans leur capacité à faire une force, dans leur capacité à s'organiser, en regroupant le plus grand nombre de jeunes, de femmes, d'ouvriers sans cartes de séjour, pour exiger leur régularisation.

- * Afin d'interpeler tous les français anti-racistes sur l'importance aujourd'hui qu'une telle bataille politique devienne une bataille de masse et soit gagnée. Aujourd'hui, au moment où l'État et sa nouvelle direction P.S. opère un recul partiel et prépare le développement d'une nouvelle politique discriminatoire centrée sur le thème de la «répartition», de l'assimilation. Il tente de rallier à lui une

fraction des anti-racistes qui s'étaient affronté à l'État Giscardien. Il tente de désorganiser leur camp, de détruire leur force qui s'appuyait sur une complète indépendance vis-à-vis de l'État.

Un premier rassemblement de masse a été organisé par les P.A.E. à Barbès le Samedi 4 Juillet à 15 heures. Ce fut un succès, plusieurs centaines de français et d'immigrés étaient présents, de très nombreux débats se sont poursuivis après les interventions centrales autour des tables de presse dressées par les militants des P.A.E., autour des vendeurs de l'«Anti-Raciste».

Ce rassemblement est la première initiative de masse. D'autres réunions publiques, d'autres rassemblements seront organisés durant l'été, en particulier au mois de Septembre. Les P.A.E. ont expliqué leur volonté de mener un travail dans les foyers, dans les quartiers populaires et les cités pour regrouper tous les cas de camarades immigrés sans papiers pour appeler français et immigrés à s'engager avec les P.A.E. dans cette bataille.

APPEL DES PERMANENCES ANTI-EXPULSION AU RASSEMBLEMENT DU 4/7/81 (BARBES)

Mitterrand et Defferre ont suspendu les expulsions des jeunes immigrés. C'est une bonne chose. Mais cela ne répond que très partiellement aux problèmes auxquels se heurtent les jeunes immigrés. Un autre très important et très vaste problème est la situation des immigrés résidant en France sans-papiers, c'est-à-dire sans carte de séjour ni autorisation de travail. Or, à propos de cette question qui touche des centaines de milliers de personnes, les jeunes comme les femmes ou les hommes, le nouveau gouvernement a été très évasif. Il n'a fait que promettre, et encore, promettre que CERTAINS immigrés, dit «cas humanitaires» seraient régularisés. C'est inadmissible.

Pour nous, pour les anti-racistes, tous les immigrés vivant en France sans carte de séjour sont des «cas humanitaires».

- * N'est-il pas scandaleux que des femmes immigrées, venues rejoindre leur mari pour avoir une vie familiale, soient obligées de se terrorer, d'éviter les contrôles incessants de la police, de travailler «clandestinement» pour contribuer à faire vivre la famille ? Pourquoi existe-t-il encore des normes étatiques en matière de superficie de logement pour les familles immigrées ? Pourquoi retire-t-on à une femme immigrée sa carte de séjour lorsqu'elle a un nouvel enfant et que son appartenance ne correspond pas à des normes décidées arbitrairement par l'État; normes racistes qui n'existent que pour les familles immigrées.

- * Defferre a suspendu les expulsions des jeunes immigrés. Soit. Mais les jeunes qui ont eu un arrêté d'expulsion non exécuté, reçoivent des papiers de trois mois sur lesquels est marqué «sursis». Avec de telles cartes de séjour, on n'est pas embauché. Quelle hypocrisie d'affirmer résoudre le problème des expulsions des jeunes immigrés, alors qu'il n'est délivré aux jeunes que des cartes de trois mois avec un «sursis à expulsion».

En fait, ces jeunes ont besoin d'une carte de séjour de 3, 5 ou 10 ans comme leurs parents, en bonne et due forme.

Ce n'est pas tout. Avant le 10 Mai, de nombreux jeunes ont été expulsés par Giscard. Ces jeunes ne connaissaient que la France comme pays. C'est pourquoi, même expulsés, la plupart d'entre eux sont revenus clandestinement vivre parmi leur famille et leurs amis. Ce sont des jeunes sans-papiers. Ils ne trouvent pas de travail. Ils sont traqués par la

police. Tous ces jeunes, ne sont-ils pas des «cas humanitaires» ?

- * Et tous les ouvriers immigrés auxquels pour un oui ou pour un non, l'administration a retiré les papiers. Ce sont des camarades, sans cartes de séjour, obligés d'accepter n'importe quel emploi, à la merci des patrons, obligés de circuler le moins possible et de rester enfermés dans leurs foyers ou leurs immeubles, toujours anxieux, inquiets d'une possible descente de flics. Ne sont-ils pas eux aussi tous des «cas humanitaires» ?

- * Et ceux qui poussés par la crise dans leurs pays, ex-colonies françaises, aujourd'hui pays dominés par l'impérialisme français, ceux qui ont été obligés d'émigrer pour fuir la sécheresse, la crise catastrophique dans laquelle ces pays sont enfoncés. Ils vivent aujourd'hui sans papiers, travaillant pour le compte de la bourgeoisie française, certains depuis 6 ou 8 ans. Ne sont-ils pas des «cas humanitaires» ?

Pour nous, tous les immigrés sans-papiers sont des «cas humanitaires» !

Pour nous, être anti-raciste aujourd'hui, c'est s'engager pour que TOUS LES immigrés sans-papiers, femmes, jeunes, hommes soient régularisés. Qu'ils obtiennent TOUS des autorisations de travail et des cartes de séjour. Commencer à dire comme le dit Defferre: «celui-là est un cas humanitaire, mais pas celui-ci», commencer à mettre en place des mesures ARBITRAIRES et discriminatoires pour ne pas tous les régulariser, est pour nous, raciste et réactionnaire.

Certains, en particulier le P.S. commencent à penser et à agir comme Giscard. Pour eux, l'obtention d'une carte de séjour doit être liée à la situation de l'emploi. Ils disent même: «Avec le chômage que nous connaissons, nous ne pouvons pas régulariser tous les sans-papiers». Pour nous, ce sont des propos et des décisions racistes.

Qui peut penser que le développement du chômage est lié à la présence des ouvriers immigrés, alors que, en tant qu'ouvriers, ce sont eux justement qui contribuent le plus à la création de «richesse» en France ? Qui peut penser que le chômage, c'est-à-dire le développement des licenciements, la fermeture des usines, la restructuration capitaliste et impérialiste, est lié au trop grand nombre de demandeurs d'emplois ? A partir de quel procédé raciste et xénophobe peut-on penser: «ce demandeur d'emploi aggrave le chômage, celui-là non...» ?



Le rassemblement des P.A.E. le 4/7/81 à Barbès.

Il faut être clair. Certains veulent lier l'obtention d'une carte de séjour à la situation de l'emploi. Il faut dénoncer ces mesures pour ce qu'elles sont: (même si elles sont adoptées par le P.S.), ce sont des MESURES RACISTES.

Nous, P.A.E. qui avons fait du mot d'ordre de protection et régularisation des sans-papiers un grand mot d'ordre anti-raciste contre Giscard, nous appelons aujourd'hui tous les français et les immigrés à s'organiser pour que ce mot d'ordre devienne réalité, nous les appelons à se mobiliser contre l'État-P.S., pour que cela devienne une victoire du camp anti-raciste, de l'unité français-immigrés.

Certains disent: «aujourd'hui, avec Mitterrand à la tête de l'État et un gouvernement P.S., les choses vont aller mieux, le racisme va - sinon disparaître - du moins être freiné». Ces mêmes personnes disent «c'est vrai les immigrés sans-papiers vivent dans des conditions scandaleuses, mais avec Mitterrand cela va se résoudre».

Nous ne partageons pas du tout l'optimisme de ces gens-là. Et ceci pour 3 raisons principales:

-1) Nous n'avons pas confiance ni dans ce nouveau gouvernement, ni dans le P.S. Déjà, le P.S. n'avait pas soutenu le mouvement des foyers Sonacotra, grand mouvement ouvrier de 75 à 79 pour l'égalité des droits. Il ne s'était pas engagé dans la résistance populaire contre les expulsions, les mesures Stoléro et la loi Bonnet. Il n'avait pas participé aux grandes manifestations de Barbès à Ménilmontant en Novembre 77, 78, 79.

Aujourd'hui même, nous pensons que la décision qu'il a prise de suspendre les expulsions des jeunes immigrés a un caractère démagogique. Il tente par là de rallier à lui des courants d'opinion anti-racistes, constitués en dehors de lui, mais n'apporte pas de solution sur le fond aux problèmes que vivent quotidiennement les jeunes immigrés.

-2) D'autre part, de nombreuses déclarations du P.S. nous indiquent qu'il va tenter de mettre en place une politique de «répartition». Or TOUTE POLITIQUE DE RÉPARTITION EST UNE POLITIQUE RACISTE. Le P.S. pense et agit comme certains français qui, tout en se prétendant anti-racistes, affirment: «Il y a en France des immigrés, soit. Mais il faut qu'ils soient assimilés, qu'ils soient comme les français». Ils expriment en fait une volonté de briser l'identité politique culturelle et nationale des immigrés.

Ils refusent de reconnaître qu'en France, il n'existe pas un peuple français, mais un peuple multi-national, un peuple composé de différentes communautés historiques et nationales. Cette volonté d'assimilation est une politique raciste. Elle prépare un train de mesures discriminatoires vis-à-vis des immigrés, dans le logement, à l'école, au travail. Elle prépare le terrain à la violence raciste. Elle fait le lit des activités du type «bulldozer-délation» du P.C.F.

-3) Enfin, le combat anti-raciste n'est pas un combat qui se joue principalement au niveau des décrets et des lois. Une force anti-raciste ne peut pas s'appuyer sur l'État. Il existe bien des lois anti-racistes, (celle de 72 en particulier) ou certains passages de la Constitution) et pourtant rien n'a été transformé par leur utilisation. Si le RACISME, LUI, peut être un racisme d'État, s'appuyer sur l'État, la force anti-raciste, elle, ne peut être qu'une force populaire organisée dans les quartiers, les cités de banlieue, les lycées, les usines... une force indépendante. Nous en avons déjà fait l'expérience sous Giscard. L'opposition du P.S. dans la chambre U.D.F.-R.P.R. avait contribué à ce que le projet de loi Stoléro et le projet D'Ornano (sur les foyers) ne soient pas votés.

Pourtant, leur contenu a été appliqué fermement par les racistes, et par l'administration. Seule la résistance organisée DANS le peuple et la classe ouvrière de façon indépendante du P.S. et des syndicats a pu faire reculer l'application de ces mesures.

«Délation et bulldozer», «quotas dans les écoles», sont normalement des agissements interdits par la Constitution. Pourtant le P.C.F. n'a pas été inquiet sur ce terrain là. Seule l'organisation de manifestations contre le racisme du P.C.F., le développement d'un courant d'opinion au sein du peuple lui-même sur le thème «A bas le P.C.F. raciste» a marqué un coup d'arrêt à ce type de campagne...

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons les anti-racistes à s'organiser en complète indépendance vis-à-vis de l'État-P.S., vis-à-vis des syndicats. Nous les appelons à s'organiser avec les Permanences Anti-Expulsion. Seul l'engagement de chacun, français et immigrés, dans la grande bataille pour la régularisation de tous les sans-papiers, pourra changer la situation.

Seul leur engagement personnel et leur participation à un mouvement organisé avec les P.A.E., pourra développer en France, une force anti-raciste qui combatte de façon prolongée le racisme civil, le racisme d'État, et le racisme du P.C.F.

Les P.A.E.

Pour un meeting commémorant le 17 Octobre 1961.



17 Octobre 1961:
tout un peuple
dans la rue contre
le colonialisme.

A notre initiative, un Comité est en cours de constitution pour organiser un Meeting à la Mutualité le 17 Octobre 1981, soit 20 ans jour pour jour après la grande manifestation des algériens à Paris, réprimée dans le sang.

Revenir sur le bilan en France de la guerre d'Algérie, sur cette sombre époque pour le peuple et la classe ouvrière est d'une importance renouvelée par l'actualité. Mitterrand fut ministre de l'Intérieur de l'État colonial français au début de la guerre de libération nationale du peuple algérien, les socialistes français venus au pouvoir en 1956 furent ceux qui accentuèrent la guerre coloniale. L'État impérialiste de la Vème République (dirigé désormais par le P.S.) fut celui qui massacra des centaines d'algériens en France pour empêcher (ou limiter) l'indépendance algérienne, mais aussi pour nourrir le consensus impérialiste interne, fait de chauvinisme et de racisme. Le P.C.F. enfin pratiqua dès cette époque la collusion complète avec le colonialisme et le racisme, faisant ainsi l'apprentissage de sa constitution progressive en nouvelle bourgeoisie.

Raisons donc d'y revenir pour donner la vérité de nos ennemis et de cette société impérialiste, mais raisons surtout pour le travail que cela ouvre sur l'histoire du peuple et de la classe ouvrière, pour ce que cela apprend sur l'engagement des intellectuels progressistes, sur la nécessité du travail d'avant-garde. Travail articulé à nos tâches dans la période pour redéployer les combats anti-racistes contre l'État-Mitterrand (combat des C.P.A.C. contre la loi de 73 qui précisément tente de revenir sur la victoire du peuple algérien; soutien au combat des Permanences Anti-Expulsion pour la régularisation des sans-papiers). Travail pour reconstruire une identité démocratique révolutionnaire de la petite bourgeoisie intellectuelle, pour faire du marxisme vivant le point d'appui indépassable de toute politique révolutionnaire et communiste, pour organiser dans la classe ouvrière et le

peuple une avant-garde de type nouveau, pour défendre l'urgence d'une mémoire politique comme appui indispensables d'une conscience révolutionnaire contre le crétinisme parlementaire ambiant.

C'est pour ces raisons que nous participons à ce Comité et soutenons son développement. C'est dans ce sens que nous engagerons notre propre campagne d'appel à ce meeting. Nous reproduisons ici la plate-forme dont vient de se doter le Comité.

MERCIER PARIS

Paris-press

T'intransigent

Editions
Journ
Jan
L'ALGERIEN
PARISIEN

Cette nuit : 2 morts, 64 blessés, 11.538 Nord-Africains arrêtés. La plupart vont être refoulés sur l'Algérie

LE FLN VEUT RECOMMENCER DEMAIN

Il ordonne la grève et le boycott du couvre-feu

LES PHOTOS DE LA NUIT FLN DE PARIS

Le métro roule cet après-midi

Le groupe de leaders de l'FLN

KENNEDY A "K": "Ne faites pas exploser la"

LE FLN. MENACE LES MUSULMANS DE REPRÉSAILLES

Nouveaux incidents ce matin à Oran

Si ils ne descendent pas dans

Et pourtant, nul n'en ignorait: la manifestation et sa répression faisait la Une de tous les journaux.

APPEL DU COMITÉ D'INITIATIVE POUR ORGANISER LE 20ème ANNIVERSAIRE DU 17 OCTOBRE 1961.

Le 17 Octobre 1961 des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient à Paris contre le couvre-feu les frappant. Manifestation de grand courage, où le peuple algérien (hommes, femmes et enfants) défendait pacifiquement son droit à une existence nationale, son droit à une vie libre en France où l'impérialisme les avait expatriés. L'Etat de la 5ème République réprima dans le sang cette irruption d'un peuple au coeur de Paris. Il fit tirer sur la foule, matraqua les blessés, arrêta plus de 10 000 personnes. Les algériens furent parqués plusieurs jours durant au Palais des Sports, au Parc des Expositions et au stade de Coubertin. Menottes aux mains, ils furent battus, parfois à mort, certains furent jetés à la Seine. Cette répression fit plus de cent morts. Une telle rafle, un massacre semblable n'avaient pas d'équivalents à Paris depuis la rafle du Vel-d'Hiv, plus loin, depuis la répression de la Commune de Paris. Les forces parlementaires anti-gaullistes n'organisèrent aucune riposte, S.F.I.O., P.C.F., syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) se contentèrent de communiqués de protestation. Les syndicats osèrent même déclarer le 30 Octobre: «L'union des syndicats tient à faire savoir qu'une répression policière analogue déclencherait une réaction immédiate de l'ensemble des travailleurs et des étudiants de région parisienne», façon de dire que cette centaine d'algériens massacrés ne faisait pas motif suffisant de riposte immédiate. Lorsque quelques mois plus tard huit français furent assassinés par ce même Etat à Charonne, leur réaction fut toute autre.

Cette époque est tragique pour le peuple de France, époque où domina la voie de démission politique devant l'impérialisme. La lutte de libération nationale du peuple algérien fut combattue par toutes les forces parlementaires (de Mai 1945 - où le gouvernement M.R.P., S.F.I.O., P.C.F. présidé par de Gaulle fit massacrer 40 000 algériens à Sétif - aux pouvoirs spéciaux pour Guy Mollet votés à la quasi-unanimité des députés en mars 1956). Le P.C.F. ne mobilisa jamais pour la victoire du peuple algérien; il n'organisa des manifestations (sur le thème neutre de la paix) qu'à la fin de la guerre quand les soldats français tués en Algérie devenaient plus nombreux et que la victoire de la résistance algérienne et du F.L.N. devenait inéluctable. Cette démission, inscrite dans notre histoire, se paya cher. Elle fait encore sentir ses effets.

Cette sombre époque eut pourtant des éclairs de courage. Il y eut surtout cet engagement décisif d'intellectuels aux côtés du peuple algérien affirmé publiquement dans le manifeste des 121 et organisé dans différents réseaux. Le soir du 17 Octobre 61, il y eut des premières réactions de parisiens pour protéger et secourir les algériens pourchassés par la police. Il y eut quelques jours après une manifestation de protestation du P.S.U. Place Clichy, puis, le 1er Novembre, un rassemblement à Maubert organisé par les 121 et le Comité Audin. Ces réactions témoignèrent du refus d'une petite minorité de démissionner devant la guerre coloniale et les barbaries racistes de l'Etat en France. La pratique de cette rupture ouvrit en France la voie à l'essor des mouvements révolutionnaires des années 60.

On ne peut entériner aujourd'hui l'occultation de cet épisode crucial de notre histoire. La question du bilan de la guerre d'Algérie est relancée dans la période et le sera de plus en plus.

On l'a vu il y a quelques temps avec la programmation au cinéma St Séverin d'une série de films sur cette époque qu'un commando fasciste a jugé nécessaire d'attaquer. Il y eut avant les élections le manifeste lancé par «Sans Frontières» en faveur des immigrés de la «seconde génération» qui faisait explicitement référence au manifeste des 121 et à leur engagement. Il y a actuellement une floraison de livres sur cette époque, en particulier un gros effort de publications du P.C.F. pour tenter de réécrire, en sa faveur, une histoire honteuse pour ce parti.

Le retour sur cette époque est activé par la conjoncture et l'élection de Mitterrand qui renvoient en fait chacune aux questions: que puis-je faire aujourd'hui? Comment travailler à une indépendance de pensée et d'action?

L'engagement anti-raciste a toujours été une pierre de touche de l'identité progressiste. Engagement réel, tout spécialement des intellectuels, pendant la guerre d'Algérie, moins vivant plus tard en particulier depuis 1973-75. Le caractère crucial de la question du racisme pour la société française, les problèmes posés par l'attentat de la rue Copernic, par les opérations P.C.F. à Vitry et Montigny, sont entièrement maintenues. La question de l'unité français-immigrés demeure fondamentale. Quelles que soient les éventuelles politiques gouvernementales à venir, ces questions seront toujours des questions d'identité, d'engagement pour tous et ce sera par rapport à elles qu'on mesurera la part active de chacun.

Il est désormais temps de rompre d'avec un certain effacement des intellectuels progressistes, d'avec cette démission massive pendant la guerre d'Algérie.

Nous ne pouvons laisser passer le 20ème anniversaire du 17 Octobre comme un point toujours aveugle de notre histoire, point cependant central du bilan en France de la guerre d'Algérie, comme «Libération» l'avait relevé en Octobre 1980: d'un côté force du peuple algérien, engagement anti-raciste et anti-colonialiste d'individus, de l'autre démission des forces organisées de l'époque.

Nous vous proposons d'en faire un point d'appui pour notre identité présente, de nous réparer de ce passé à la lumière de ses effets, à la mesure de ce que sa non-prise en charge a produit historiquement.

La nouvelle situation ouverte par l'élection de Mitterrand accentue ce travail pour, dans notre passé, diviser ce qui fait force et faiblesse du peuple, des intellectuels.

Pour que l'histoire ne se répète pas, il faut s'en emparer, en faire un point de débat et de force.

Nous avons créé pour cela un comité pour organiser cet anniversaire et, plus spécialement, pour tenir un meeting à la Mutualité le 17 Octobre 1981. Ce Comité regroupe sur cette orientation individus et organisations prêts à la mettre en oeuvre. Ce Comité se centre sur l'histoire en France, laissant au peuple algérien la responsabilité de faire le bilan de sa propre histoire. Nous appelons toutes personnes et organisations intéressées par ce projet d'y travailler avec nous.

PROCHAINE RÉUNION du Comité: Mardi 15 Septembre à 20h30, salle de l'AGECA (177 rue de Charonne 75 011)

Nous avons également le projet de réaliser une brochure historique sur cette manifestation d'Octobre en vue de l'échéance du meeting.

Cet appel, lancé par les maoïstes de l'U.C.F.M.L. est en cours de diffusion. Un certain nombre d'intellectuels s'y sont ralliés, ainsi que les P.A.E., les C.P.A.Cs, le Groupe Foudre. Tout individu ou organisation désirant le reprendre à son compte peut contacter le Comité à l'adresse suivante:

«Comité 17 Octobre 1961 - BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17»

DEBATS

L'INTERIM

La question de l'intérim et des intérimaires, surgie à échelle de masse dans les années 70, est aujourd'hui devenue un élément central dans la constitution d'une unité politique de la classe ouvrière.

Mais si certains mots d'ordre - suppression de l'intérim et embauche immédiate des intérimaires - ont été avancés, les thèses syndicalistes sur la nationalisation de l'intérim combattues et quelques luttes d'usine remarquées et soutenues, aucun grand mouvement porteur d'une politique de classe n'est venu clarifier cette question à l'égal de celui des O.S. sur l'organisation du travail.

La crise est venue et l'intérim s'est encore développé.

En quoi la crise nous conduit-elle à revenir sur le problème des intérimaires, à préciser nos prises de position antérieures ? Voilà ce qu'il faut introduire au débat.

QU'EST-CE QUE L'INTERIM ?

En fait, on inscrira l'intérim dans une catégorie un peu plus large: le travail précaire où viennent l'y rejoindre les contrats à durée limitée, la majorité des contrats passés dans le cadre des pactes pour l'emploi des jeunes, aujourd'hui rebaptisés « d'insertion professionnelle », enfin les emplois de vacataires, d'auxiliaires, de contractuels dans la fonction publique. On évalue le nombre des précaires à environ 4 à 5% du total des salaires.

Comme son nom l'indique, le travail précaire est caractérisé par l'absence de garantie d'emploi ou plutôt relève d'un contrat juridique qui exclut la possibilité de cette garantie (1) puisqu'il fixe le terme de l'emploi: la « mission » de l'intérimaire, le contrat de 3 mois...

Ce contrat particulier fait ou plutôt reconstruit la force de travail comme une marchandise intégrale constamment obligée de se revendre.

Cette exploitation forcée où l'homme devient marchandise traitée par le négoce n'est certes pas nouvelle puisqu'elle est la caractéristique même du capitalisme. L'industrie du XIX^{ème} siècle avait ses journaliers et les sociétés de location de main d'oeuvre ont existé jusqu'au début de ce siècle.

Mais, à l'ère de la société impérialiste, son retour, sous une forme transformée, est en lui-même un phénomène nouveau.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INTERIM :

APRES 1945: la prospérité économique de l'impérialisme français permet la redistribution, par le canal syndical, de surprofits à certaines fractions de la classe ouvrière, principalement aux ouvriers des grandes boîtes ayant un minimum d'ancienneté et de qualification. Pompidou en 68, puis sous sa présidence, élargira le nombre et les catégories de bénéficiaires pour contenir la forte poussée de 68.

Ainsi apparaît un contrat de travail de plus en plus collectif. La mensualisation est étendue à la majorité des ouvriers, les conventions collectives de branches et d'entreprises se généralisent: les conditions et la durée du travail, la progression des salaires en fonction des prix sinon de la productivité, les indemnités de licenciements y sont fixées. Ajoutons cette part croissante du salaire versée sous forme de prestations sociales (Sécurité Sociale).

Le salariat devient une caisse de résonance où l'avantage relatif d'une catégorie tend à se diffuser rapidement. Mais, selon la bonne vieille règle du droit bourgeois, cette tendance à l'uniformisation en droit du salariat ouvrier recouvre cependant des inégalités réelles croissantes: la division capitaliste du travail ne cesse d'émietter les tâches et les postes, multiplie les catégories et complique à l'infini les grilles des salaires. Les jeunes, les femmes et les immigrés, cantonnés aux travaux déqualifiés et aux bas salaires, sont

largement exclus du partage du gâteau. La seule porte qui leur est ouverte, c'est celle de la mobilité: ils assurent la circulation de la force de travail entre les usines.

Mais la grande révolte des O.S. va sérieusement gripper cet élément de souplesse pour le capital: remise en cause de l'organisation du travail, tassement de la hiérarchie des salaires, nouvelles grilles des salaires... Les lignes de fracture classiques de la classe ouvrière (français/immigrés, hommes/femmes, jeunes/vieux) devenant en partie inopérantes pour contenir la poussée de classe vers la réduction des différences dans le travail, le capital et surtout les grandes boîtes se tournent donc vers l'intérim et en font un aspect de leur politique d'embauche.

A l'époque, cet aspect du recours à l'intérim n'est ni nécessairement explicite, ni quantitativement dominant. De ce point de vue, dominant soit encore les fractions de l'intérim développées dans les années 60 (travaux administratifs, travaux ouvriers très qualifiés caractérisés par des pénuries locales), soit des fonctions apparemment « naturelles »: capacité de faire face aux à-coups de la production, remplacement des vides dus à l'absentéisme, mobilisation d'une main d'oeuvre pour de grands chantiers (Fos)... Mais déjà, à travers ces fonctions dites naturelles se glisse l'objectif idéologique et politique essentiel: accoutumer les fixes à cotoyer puis à prendre l'intérim pour une évidence logique. Car le problème de l'intérim est moins dans son développement ultérieur que dans la possibilité qu'il a eu de s'incruster. Signe évident d'une faiblesse de classe dont l'analyse exigerait de confronter la révolte des O.S., son bilan et la question de l'intérim (2).

Avec l'affectation des intérimaires aux travaux éprouvants et à rotation rapide, apparaît plus franchement la tentative du capital de casser la rigidité introduite par les concessions depuis 68 (Grenelle) à la vision syndicaliste de l'ouvrier fixe et par l'émergence politique du prolétariat international de France contre la division du travail, en reportant la surexploitation sur une catégorie extrêmement fluide d'ouvriers sans véritable territoire, ni cohésion.

LA CRISE. C'est le véritable décollage de l'intérim. Le nombre quotidien d'intérimaires est passé de 80 000 en 1974 à près de 220 000 en 1980 et leur nombre annuel de 400 000 à 1,2 million, le nombre des entreprises de travail temporaire de 1000 à 1600 (3). Par ailleurs, 4 emplois intérimaires sur 5 sont occupés par des ouvriers et 2 sur 3 concernent des travaux non qualifiés, avec une prédominance nette des entreprises de plus de 200 salariés et une grande inégalité entre les secteurs.

La crise a multiplié les fonctions possibles de l'intérim: sélection sévère de l'embauche, variation de la production et incertitude des commandes, préparation d'opérations de restructuration (licenciements à venir, mutations, transformations de l'organisation du travail)... Mais toutes ont le même dénominateur commun: reporter la nécessité pour

le capital d'une plus grande souplesse dans l'exploitation de la force de travail sur une partie des ouvriers que le statut aura extériorisé (4).

De l'autre côté cet appel à l'intérim impliquait des intérimaires en bien plus grand nombre que ceux qui en faisaient le choix délibéré: l'accroissement du chômage et de sa durée les fournit.

Avivée par la crise, la concurrence exige de chaque capitaliste qu'il déstabilise une fraction des ouvriers, y compris français, que l'unification antérieure des statuts et la crainte actuelle du chômage figent tout au contraire.

DEUX THESEES SYMÉTRIQUEMENT FAUSSES:

L'intérim est un moyen d'exploitation et porte donc sur la contradiction capital/travail. Mais ce moyen n'opère que par la contradiction qu'il crée entre ouvriers fixes et intérimaires. De sorte que celle-ci est la condition d'existence et de développement de celle-là. Une analyse matérialiste de l'intérim doit donc s'y déplacer.

Le déplacement est important dans sa portée militante car sur la contradiction capital/travail ne se développera qu'une position de principe: suppression de l'intérim, c'est-à-dire la négation de la force de travail comme marchandise, élément de la société communiste. Ce qu'il nous faut rechercher, c'est l'actualité de ce principe dans le développement de la contradiction motrice qui permet l'usage par le capital de ce moyen d'exploitation. Et là, nous ne sommes plus confrontés à l'abstraction d'un système - l'intérim -, mais à son processus vivant, à des forces réelles, à des formes de conscience et à des attitudes pratiques. C'est aussi à ce niveau que s'éprouve la vérité des slogans de principe contre l'intérim.

Si l'on prend la contradiction fixes/intérimaires, deux thèses apparaissent, qui, chacune d'elles, valorisent symétriquement un aspect de la contradiction et ont en commun de réduire le jeu de cette contradiction à l'affrontement de deux ensembles de modèles et groupes sociaux.



La vision P.C.F. du travailleur fixe: bleu-blanc-rouge.

* LA THESE RÉVISIONNISTE: La valorisation des fixes.

Si l'on prend P.C.F. et syndicats aux mots, ils sont contre les négriers de l'intérim et pour leur mise hors la loi. Ils ne sont d'ailleurs pas tant contre l'intérim que contre les officines d'intérim, c'est-à-dire contre le fait qu'ils n'ont aucun contrôle et sur le marché et sur les intérimaires. Or, dans ce cadre, l'intérim, instrument patronal d'assouplissement du carcan syndical, fonctionne comme limitation du pouvoir syndical dans l'usine. Ayant comme enjeu ce pouvoir, le sens de la revendication syndicale est d'obtenir un minimum de contrôle sur l'intérim à travers sa nationalisation, et l'ouverture de modalités de représentation syndicale chez les intérimaires.

D'un point de vue idéologique et pratique, la condamnation de l'intérim est celle des intérimaires. L'attaque de l'intérim par le P.C.F. et les syndicats vise en fait l'anormali-

té qu'ils constituent à leurs yeux par rapport au salariat de l'époque de l'impérialisme et non le salariat lui-même, substantifique moëlle de l'activité syndicale. Ce qu'il dénonce est le caractère trop brutalement marchand de cette forme d'exploitation et non l'essence marchande de la force de travail. Il n'y a donc ni de près ni de loin le moindre relent de communisme dans leur position.

Ceci se voit PRATIQUEMENT dans le fait que leur propagande est tournée vers la célébration du modèle social que représente actuellement les fixes, véritable apologie du salariat impérialiste (5) dont les intérimaires sont pressés d'emprunter la voie royale, étant par nature des générateurs, des anormaux et, à l'égal des immigrés, les demeurés et barbares de la société impérialiste.

* LA THESE «OPÉRAÏSTE» (6): la valorisation des précaires :

A l'inverse, les opéraïstes font des intérimaires un groupe social actif, porteur d'un nouveau modèle social.

Désengagés du cycle infernal de la productivité du capital et du respect de «l'outil de travail», hétérogènes à l'usine par leur grande mobilité sociale, les précaires seraient devenus la couche ou la classe porteuse d'antagonisme à la société impérialiste. Ainsi la stratégie capitaliste de déstabilisation de la classe ouvrière se renverse-t-elle en un radicalisme prolétaire centré non plus sur le travail, mais sur l'affirmation immédiate de ses besoins.

Énoncée à partir de la situation particulière italienne où les précaires ont une existence quantitative beaucoup plus importante qu'en France et ayant connu une forme d'existence politique avec le mouvement autonome, cette thèse, envers symétrique de la position du P.C.F., est erronée sur le fond.

ÉLÉMENTS D'UN POINT DE VUE MAOÏSTE SUR L'INTÉRIM ET LE RAPPORT INTÉRIMAIRES / FIXES :

La nouveauté positive de l'intérim n'est pas dans l'institution d'une classe supposée homogène et porteuse d'un modèle social subversif, celle des précaires.

D'abord, ce n'est pas vrai. Au simple niveau social, et on prendra l'exemple de la France, les précaires, phénomène encore quantitativement limité si on le rapporte à l'ensemble des ouvriers, ne constituent pas un groupe social homogène doué d'une vision particulière de la société. Au contraire, ils forment un ensemble extrêmement diversifié, ne serait-ce qu'au niveau de la manière dont ils vivent l'intérim. Les moins nombreux l'ont choisi comme mode de rapport au travail. D'autres ne l'ont pas choisi mais essaient de se constituer une identité positive comme intérimaires, beaucoup plus d'ailleurs au regard de l'usine que de la vie sociale à laquelle ils sont contraints. Plus qu'une division sociale en 2 de la classe ouvrière, l'intérim constitue une couche sociale périphérique qui pose une question politique centrale: l'unité de la classe ouvrière au nom d'une conception politique d'elle-même dont les pratiques concrètes doivent être formulées.

Ensuite, ce que les opéraïstes valorisent chez les intérimaires, c'est le mouvement de fuite de l'usine qu'ils croient remarquer et leur unification autour d'un mode de vie urbain commun, d'attitudes culturelles identiques dont on ne voit pas très bien d'ailleurs ce qui vient les cimenter.

Sans négliger les caractéristiques spécifiquement urbaines des précaires (et des chômeurs), mais qu'on renverra à une politique d'unité politique de classe du peuple pratiquée par les C.P.A.C. dans les quartiers ou contre des institutions (santé, municipalités...), il n'est pas possible de délaïsser le terrain de l'usine et surtout le regard politique que permet l'existence des précaires sur le rapport d'exploitation dans la crise. Une telle conception aurait pour effet pratique de laisser les fixes aux mains anesthésiantes du syndicalisme. Au contraire, nous nous concentrons sur ce rapport des intérimaires à l'usine, c'est-à-dire sur la division fixes / intérimaires à travers laquelle le capital pèse sur l'ensemble du rapport d'exploitation, fixes compris.

D'un autre côté, et c'est là l'ambiguïté du strict mot d'ordre « embauche immédiate des intérimaires », il faut prendre garde à ce que le combat contre la brutalité de cette forme marchande de la force de travail ne serve pas à conforter les fixes, dans l'idéologie du rapport salarial mis en place dans les années 60 et 70 et fixé comme norme.

Avec l'intérim, le capital nous donne sa vérité: l'ouvrier n'est qu'une marchandise. Servons nous de cette vérité pour la mettre en question. Appuyons nous sur la présence vivante des intérimaires dans l'usine et leurs formes de conscience pour que soit réévalué, y compris par les fixes, ce qu'est le travail, son organisation, le rapport aux chefs, le mode de fixation des salaires et des primes... Pour que les ouvriers se repensent à partir d'eux-mêmes et définissent les principes, les comportements, les attitudes de leur unité comme classe. Seule d'ailleurs cette unité politique serait en mesure de paralyser le système de l'intérim.

Trois types d'exemples:

- la crise renverse parfois ironiquement les rôles. Ayant le plus à perdre et se sentant menacés, les ouvriers socialement les plus assis s'écrasent d'autant plus. Il n'est pas rare d'entendre des immigrés dire: « s'il y avait moins de français dans l'atelier, on pourrait mieux résister ». Chez certains intérimaires, il y a cette idée de ne pas être lié au chef, d'avoir une liberté plus grande de ne pas accepter n'importe quoi, de pouvoir résister, fût-ce au prix du renvoi. Mais le licenciement permanent est leur condition même d'intérimaire. Chez eux, il y a cette idée qu'ils sont les ouvriers de la crise, ceux qui sont frappés par elle, mais en même temps ceux qui sont dans la position de la regarder en face, les contemporains de la crise. Certes, cette démarche est encore souvent individualiste, mais il y a là une force qu'il faut faire travailler et qui rompt avec l'attentisme et la crainte.

- se penser comme classe, c'est penser ses différences, et le processus de leur résorption. De la part des fixes, penser les intérimaires comme des ouvriers à part entière, c'est travailler à l'égalisation concrète des conditions de travail et de rémunération: égalité des salaires et des primes pour un même travail, refus de l'affectation systématique des intérimaires aux postes les plus durs, accès entier des intérimaires aux « avantages » des fixes.

- que signifie la dénonciation morale de l'intérim quand l'horizon syndicaliste se limite à conserver les avantages de la prospérité dans la crise et à s'inscrire dans cet horizon, si ce n'est l'idée que les fixes auront d'autant plus de chances d'être maintenus qu'il y aura davantage de précaires ? Dans la crise, ce que le syndicalisme nomme protection de l'emploi fonctionne comme sécrétion de précaires.

Combattre l'idée que d'autres payent la crise à sa place est un impératif idéologique de première nécessité et qui ne peut se réaliser que si le cadre de pensée, l'horizon borné en question, est brisé au profit d'une plongée offensive et lucide dans la crise dont seule la politique de parti donne le moyen.

NOTES:

(1) La crise actuelle rappelle brutalement que le capital n'assure jamais un travail à quiconque. Ce qu'on appelle par euphémisme « garantie de l'emploi » désigne la non-indication d'une date de renvoi dans le contrat, quelques indemnités de licenciement et le contrôle formel de l'inspection du travail.

(2) Nos noyaux ouvriers communistes ont, parmi les premiers, soulevé cette question de l'intérim, mais plus dans l'opposition au programme commun qu'anticipant une dynamique de classe.

(3) Chiffres très approximatifs et sous-estimés par les statistiques officielles.

(4) Cet objectif est bien plus important que celui de la réduction du coût du travail, pas énorme et opérant sur un nombre réduit d'ouvriers. Selon des indications soutirées à 7 agences d'intérim d'une même ville, alors que le coût d'un salarié permanent s'élève à environ 182% du salaire net mensuel en incluant charges, congés payés, un pourcentage moyen d'ancienneté et le 13ème mois, le prix de facturation atteint 183% pour un O.S. intérimaire payé au S.M.I.C. et à 176% pour un O.Q.3.

(5) « Les exploités nous empêchent de faire des projets. Faire de gros achats, avoir un Chez Soi est impossible ». Tract du P.C.F. sur l'intérim.

(6) Du nom des opératoires italiens, théoriciens du mouvement autonome.

LES «SOCIALISTES» DE 1958 A 1981

Voici aujourd'hui qu'est installé à l'Élysée un président socialiste, voici qu'à l'Assemblée, le P.S. détient la majorité des sièges, et voici que le P.S. offre quatre postes de ministres au P.C.F.

Il y a donc aujourd'hui en France un vaste P.S. D'où vient donc ce parti ? Nous avons déjà présenté dans le numéro précédent quelques repères chronologiques sur les périodes où les socialistes français étaient au pouvoir. Mais il s'agissait alors de la S.F.I.O., le vieux parti constitué au début du XXème siècle, qui a traversé la fin de la IIIème République (jusqu'en 1940) puis la IVème (1946-1958).

Le P.S. d'aujourd'hui n'est plus exactement la S.F.I.O., la « vieille maison » ainsi qu'on l'appelait déjà il y a 60 ans.

1) LE PROCESSUS QUI A ABOUTI AU P.S. D'AUJOURD'HUI S'EST ENGAGÉ DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA VÈME RÉPUBLIQUE.

Qu'en est-il de la S.F.I.O. en 1958 ? Elle s'est illustrée par sa politique colonialiste pendant la guerre d'Algérie, qui dure depuis quatre ans. Alors que la crise politique s'aggrave et que de Gaulle décide de prendre le pouvoir (mai-juin 1958), une partie de la S.F.I.O. (dont Guy Mollet, son dirigeant principal) le rallie et vote la constitution de la Vème République.

Dans le personnel politique bourgeois classique, les figures politiques qui font preuve d'une opposition résolue à de Gaulle sont celles d'hommes qui ne sont pas

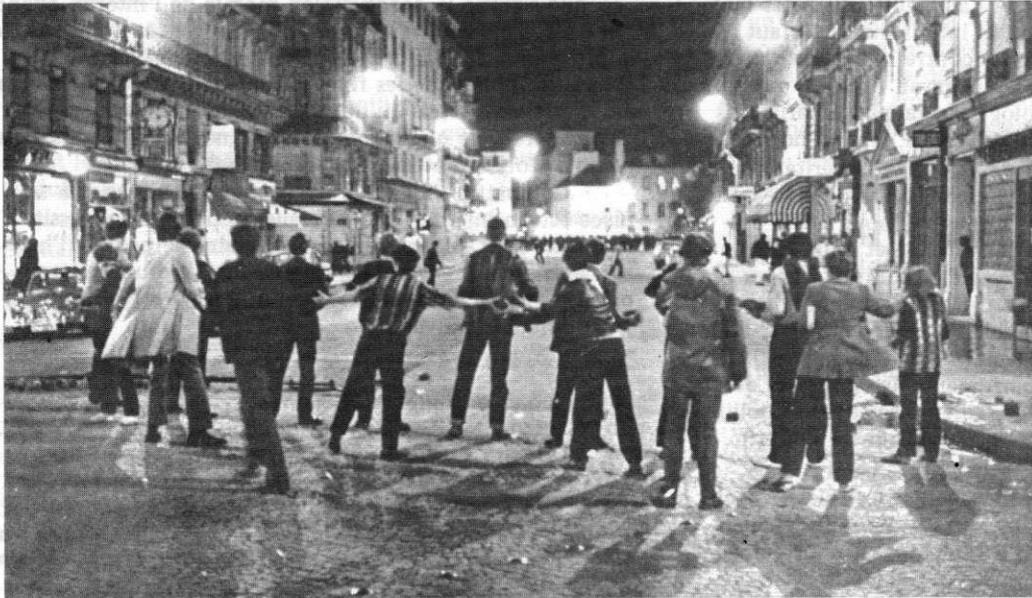
membres de la S.F.I.O.: en particulier Pierre Mendes-France (membre du parti radical puis du P.S.A. en 1959 - voir paragraphe suivant) et François Mitterrand, de l'U.D.S.R., petit groupe « républicain de gauche ».

Enfin, une scission a divisé la S.F.I.O. en 1958: une fraction des militants, opposés à la politique colonialiste pratiquée en Algérie et décidés à être résolument contre la Vème République ont quitté le parti et fondé le P.S.A. (Parti Socialiste Autonome), qui devient ensuite le P.S.U. (Parti Socialiste Unifié).

Même après 1962, date à laquelle la S.F.I.O. choisit d'être dans l'opposition contre de Gaulle, la S.F.I.O. reste très affaiblie: en fait, face au gaullisme et au P.C.F. avec lequel elle est en mauvais termes, la S.F.I.O. ne parvient pas à se déployer comme parti d'opposition.

Hors de la S.F.I.O., plusieurs regroupements socialistes et « républicains de gauche » se constituent. L'un d'eux, dirigé par François Mitterrand, est la Convention des Institutions Républicaines (C.I.R.) née en 1964, dont l'idéologie assez floue est néanmoins présentée comme de « gauche ». C'est autour d'elle que va s'engager le processus qui aboutira au nouveau P.S. du congrès d'Épinay 1971.

Mitterrand choisit le rapprochement avec la S.F.I.O. de Guy Mollet, qui est certes en plein déclin, mais à l'avantage d'être un parti national, doté d'un réseau de notables locaux. Mitterrand est également sur la ligne de l'union de la gauche, c'est-à-dire de l'alliance avec le P.C.F.: son projet est de constituer un grand parti socialiste dans



La grande tempête révolutionnaire de Mai 1968 est complètement étrangère au P.S., qui en propose un bilan parlementaire réactionnaire.

le cadre de l'union de la gauche, parti qui doit dominer le P.C.F. Il n'est pas question pour ce parti de l'ancienne bourgeoisie de se mettre à la traîne du P.C.F.

La question des rapports avec le P.C.F. n'a cessé d'être centrale pour les socialistes (la S.F.I.O. et les autres groupes et clubs, puis le nouveau P.S. d'après 1971).

A l'intérieur de la S.F.I.O., Deferre est le représentant de la voie de l'opposition au P.C.F. et de l'alliance avec le centre. En revanche, le CERES (Centre d'Etudes de Recherches et d'Education Socialiste, groupe interne à la S.F.I.O. constitué en 1966) de J.P. Chevènement est défenseur de la ligne de l'union de la gauche. Aujourd'hui encore, ces différentes positions continuent de coexister au sein du P.S.

II) LA CANDIDATURE DE MITTERRAND CONTRE DE GAULLE AUX PRÉSIDENTIELLES DE 1965 REPRÉSENTE UN TOURNANT.

Mitterrand réussit à être le candidat de l'union de la gauche, P.C.F. compris. Cette candidature montre que le dirigeant de la C.I.R. a choisi de s'accommoder des institutions de la Vème République et de faire des différentes échéances électorales (les présidentielles en particulier) un élément décisif de sa politique. Il obtient un score honorable au second tour (45% des voix) contre de Gaulle.

En 1966, la F.G.D.S. (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste) est un nouveau pas dans le rapprochement de la «gauche républicaine» (la C.I.R. et autres clubs) et la S.F.I.O.: c'est un cartel électoral qui regroupe la S.F.I.O., le parti radical et la C.I.R. C'est aussi un pas de plus dans la logique de l'union de la gauche: aux élections législatives de mars 1967, la F.G.D.S. conclut une alliance avec le P.C.F.

Mai 68 prend autant au dépourvu les organisations socialistes que le P.C.F. et les syndicats et l'Etat gaulliste. La révolte de Mai est étrangère à la politique des partis bourgeois, qu'ils soient avec de Gaulle ou dans l'opposition. Les élections de Juin 1968 sont une sévère défaite pour le P.C.F. comme pour la F.G.D.S.

Après Mai 68, la S.F.I.O. est toujours faible et divisée. Ainsi, seule une fraction du parti soutient la candidature de Deferre aux présidentielles de 1969. C'est d'ailleurs un échec lamentable: Deferre obtient seulement 5% des voix, comme le candidat du P.S.U. (Rocard), et bien loin derrière celui du P.C.F. (Duclos). Cet échec de Deferre, représentant de la voie centriste au sein de la S.F.I.O. donne un nouvel essor à la stratégie d'union de la gauche prônée par Mitterrand et d'autres.

III) LA S.F.I.O. SE TRANSFORME EN JUILLET 69 EN «NOUVEAU PARTI SOCIALISTE».

C'est ce nouveau parti que Mitterrand et les siens investissent en Juin 1971, au congrès d'Epinais, où ils ont la majorité, en alliance avec le CERES et contre la tendan-

ce Guy Mollet.

La relance de l'union de la gauche suit de peu. Le P.C.F. y est tout à fait favorable. Son bilan de mai 68 est de choisir comme objectif «l'entente de toutes les forces populaires et démocratiques» autour d'un programme commun. Ce programme est signé en 1972: c'est la version syndicaliste et revendicative de mai 68, réponse du P.C.F. et du P.S. à leur échec de l'époque. Le programme commun va effectivement rallier une fraction importante de la petite-bourgeoisie et du peuple. Le P.S. se montre ça et là dans les mouvements qui suivent mai 68, pour rallier à sa politique bourgeoise dans la logique du programme commun: ainsi Mitterrand tente une opération publicitaire au Larzac en 1974. Il s'en fait d'ailleurs chasser par des centaines de manifestants, parmi lesquels les maoïstes de l'U.C.F.M.L...

L'union de la gauche et le programme commun sont extrêmement profitables au P.S., qui se déploie comme parti des nouvelles classes moyennes. Il se gonfle électoralement, sortant des 10 à 15% des voix dans lesquels il vivait jusqu'en 1969. En 1973, le P.S. obtient 20,66% des voix (avec les radicaux, mais qui ne représentent que 2% des voix) alors que le P.C.F. en a 21,34%. En 1974, Mitterrand est le candidat unique de la gauche aux présidentielles, et n'est guère loin de Giscard au second tour (49,2%).

Cet essor du P.S. amène Rocard à quitter le P.S.U., qui n'a pu parvenir à s'affirmer comme nouveau grand parti de la gauche, et à intégrer le P.S., au sein duquel il va prendre une place croissante.

En fait, cette force électorale de plus en plus large du P.S. fait éclater les contradictions de fond dans l'union de la gauche: en 1977, le P.C.F. prend l'initiative de la rupture; il ne veut plus d'une union de la gauche profitant principalement au P.S. (en 1977, le P.S. représente environ 30% de l'électorat). Le projet du P.S. d'une union de la gauche dominée par lui-même n'est pas compatible avec la politique du parti de la nouvelle bourgeoisie, le P.C.F. L'échec du programme commun (rupture en 1977 et échec aux élections législatives en 1978) renvoie chacun à sa propre logique de parti.

D'où la percée ensuite, au sein du P.S., du courant Rocard (1978-1980), partisan du développement du P.S. dans une voie centriste et moderniste, sans le P.C.F. Les divisions à l'intérieur du P.S. sont particulièrement sévères après 1978. Depuis 1 an et demi, Mitterrand a su reconstituer une certaine unité derrière lui, dans la logique des élections présidentielles, mais aujourd'hui, le manque d'unité du P.S. est toujours aussi flagrant. Quant à son nouveau gonflement électoral de 1981, il est à la fois force et faiblesse pour le P.S., qui n'a aucune sorte d'implantation au sein du peuple, ne proposant que le ralliement à l'Etat, lui-même. D'où l'intérêt d'être attentif dès maintenant à la politique propre du P.S. depuis l'élection de Mitterrand (y compris ses tentatives côté C.F.D.T. dans les usines).

ETUDES

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU P.S.

La venue au pouvoir de Mitterrand ouvre-t-elle à des nouveautés dans le développement de la crise ? Le P.S. a-t-il une politique économique originale à mettre en oeuvre ? Quelles sont ses marges de manoeuvre dans la direction de l'Etat impérialiste français ? Il s'agit là de commencer de cerner sous l'angle économique les plans de classe de l'Etat-Mitterrand. Nous analysons ici leurs grands traits avant de revenir dans de prochains articles sur des questions plus particulières (réduction de la durée du travail, Énergie et nucléaire, Europe et problèmes monétaires).

-1) Dans quelle conjoncture économique le P.S. prend-il la tête de l'Etat impérialiste français ?

La crise économique à l'évidence n'est pas prête de s'achever. Entrée depuis fin 79 dans une deuxième séquence, elle n'a pas encore opéré les destructions et recompositions nécessaires à une nouvelle croissance impérialiste. Aujourd'hui, c'est toujours l'inflation accélérée, le développement du chômage, la dislocation des anciennes organisations du travail, le redéploiement anarchique des secteurs industriels, la remise en question des anciennes formes de distribution du produit social (progression des salaires, développement des prestations sociales...), l'instabilité croissante des rapports inter-impérialistes, sur fond de bruits de bottes. La description générale de l'étape en cours de la crise économique que nous donnions dans le No 45 de notre journal (automne 80) reste pertinente. Fin 80, début 81, la croissance s'est encore ralentie, conduisant à une nouvelle récession dans les pays impérialistes occidentaux. Une reprise timide n'est attendue en Europe de l'ouest qu'au troisième trimestre. Le seul élément de nouveauté qui soit apparu depuis l'automne dernier concerne les Etats-Unis. L'arrivée au pouvoir de Reagan a correspondu à des volontés de redressement de la superpuissance américaine. Au niveau économique interne, il y a l'idée de désengager en partie l'Etat de ses fonctions de soutien du marché (fonctions exercées au travers de son rôle d'assistance sociale et de ses propres dépenses budgétaires) de moins l'attacher donc à une politique Keynésienne de relance qu'à une politique directe de soutien à la restructuration du capital. A court terme, cela devrait normalement majorer la récession aux Etats-Unis. Pour le moment, comme l'Etat se désengage plus facilement de ses recettes que de ses dépenses, cela a plutôt l'effet contraire avec en prime une accélération de l'inflation. Un autre volet de la politique Reagan est justement de prolonger la politique monétariste antérieure pour casser l'inflation américaine passée à plus de 10% l'an. Ceci se traduit en des restrictions monétaires conduisant à une flambée des taux d'intérêt américains à un niveau record. Ce dernier point est la principale nouveauté économique de la conjoncture; cela aboutit à une grande instabilité monétaire internationale: le dollar est remonté lui aussi à un niveau historique entraînant pour les pays européens:

-1) un renchérissement des importations de pétrole (facturées en dollars) bien supérieur aux gains européens sur les marchés où le dollar est concurrent.

-2) un affaiblissement de leur monnaie nécessitant une remontée identique de leurs taux d'intérêt internes.

Ces deux facteurs majorent l'inflation et retardent la reprise attendue en 81. Surtout, cela ouvre au niveau mondial à une période d'instabilité monétaire et financière inconnue depuis le déclenchement de la crise: les taux d'intérêts sont multipliés ou divisés par 2 en quelques jours, les monnaies fluctuent dans des proportions inusitées, le Système Monétaire Européen est menacé par la tempête. Le franc suit d'autant plus mal que le nouveau gouvernement P.S.-P.C. suscite la spéculation.

Donc Mitterrand ne peut espérer une entrée en douceur dans l'après-crise. Il intervient au contraire dans une séquence d'accentuation des bouleversements internationaux.

-2) Que projette le P.S. ? Les contradictions auxquelles il va s'affronter:

L'Etat-Mitterrand n'a pas mis grand chose en chantier pour le moment. Il a augmenté le SMIC et diverses prestations sociales, renforcé le 4ème pacte pour l'emploi, soutenu les crédits d'investissement aux entreprises, annoncé une majoration de l'embauche de fonctionnaires. Rien là qui ne sorte de la politique Giscardienne; seulement un peu plus de social et quelques appels du pied à la petite bourgeoisie urbaine («on vous cède quelques postes en échange d'un effort supplémentaire pour l'Etat»).

Pour voir plus loin, il faut donc se reporter aux déclarations pré-électorales du P.S. Elles ne manquent pas, et le problème est plutôt de faire le tri dans ce verbiage incontinence.

Le catalogue de ses principales idées économiques est le suivant:

-a) Pour arrêter la hausse du chômage et même le faire décroître, il propose de relancer l'économie par la consommation des bas revenus et par l'investissement, de réduire la durée du travail, d'augmenter les emplois publics, de baisser l'âge de la retraite.

Ce programme ne brille pas par l'originalité ni par l'efficacité qu'on peut en attendre:

La retraite est déjà de fait baissée et sa simple stabilisation à ce niveau reviendra déjà très cher à l'Etat, compte tenu de la croissance démographique à venir des travailleurs de cet âge. A vrai dire, le projet de légaliser la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, vise seulement à rendre moins coûteux pour l'Etat cette retraite qui est déjà de fait à ces âges. La légalisation permettra de payer au tarif (bas) des retraites qui sont actuellement des pré-retraites dont le montant est aujourd'hui, au titre de la garantie des ressources, presque égal aux salaires antérieurs !

Quant à créer des emplois de fonctionnaires ? Cela majore durablement le déficit de l'Etat pour des dépenses massivement parasitaires donc sans perspectives à terme de nouvelle accumulation. Compte tenu de l'importance quantitative du chômage actuel et à venir et tout particulièrement du gonflement de l'armée de réserve non recensée dans les statistiques, une politique d'emplois publics coûtera cher sans changer significativement le chômage.

La relance ? Comme la France importe le cinquième de ses ressources, cela créera un fort déficit extérieur. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à l'automne 75 quand Chirac a relancé l'investissement: il y a eu un déficit record en 76 et Chirac a été renvoyé. Or depuis 75, l'ouverture à l'importation n'a fait que croître ! On voit d'ailleurs que Mitterrand n'a pas arrêté de minorer la relance depuis qu'il n'a plus de soucis électoraux.

Reste la réduction de la durée du travail. Cela, c'est plus complexe. Pour que cela ait des effets sensibles sur le chômage, il faut déjà une importante réduction (d'où le chiffre de 35 heures en 85). De plus, pour que les entreprises s'y retrouvent, il faut soit que les salaires hebdomadaires soient réduits, soit que la productivité augmente d'autant (c'est-à-dire en particulier les cadences). On voit la stratégie du P.S. se dessiner: ne pas imposer une réduction uniforme de la durée du travail, mais laisser aux entreprises le

soin d'y procéder cas par cas selon les possibilités de réorganisation du travail, d'augmentation du travail en équipes et de la productivité. D'où une réduction plus lente et surtout une différenciation du contrat de travail salarié selon les secteurs et les conjonctures.

A terme, cela conduirait donc à une plus grande dispersion des statuts dans la classe ouvrière et à une plus grande flexibilité de son travail en fonction des contraintes de profit. Nous reviendrons dans un article spécifique sur ce point. Retenons donc l'envers de cette réduction de la durée sur les conditions de travail et d'embauche. Retenons également la prudence de l'Etat-P.S. pour y procéder.

Au total, on ne voit pas comment le P.S. pourrait faire diminuer le chômage. Il n'arriverait même à le stabiliser qu'au prix de forts déficits budgétaires et surtout extérieur, qui de plus n'auraient aucune chance de se résorber à terme. D'où inflation, baisse du franc et du «niveau de vie». La droite de l'ancienne bourgeoisie savait effectivement en économie de quoi elle parlait en matière de loi du capital.

-b) Le P.S. propose des mesures de «justice sociale» du genre: plus d'impôts pour les riches, plus d'assistance pour les pauvres.

Il a déjà oeuvré légèrement dans ce sens, mais on ne voit guère qu'il aille bien loin; les mesures du type hausse du SMIC et des prestations plus des impôts sur les hauts salaires lui servent surtout idéologiquement, pour conforter le consensus. Economiquement, l'effet de relance est faible et la hausse du SMIC peut mettre en difficulté certaines entreprises.

Si donc l'Etat-P.S. fait plus dans ce sens, ce sera pour le monnayer contre plus d'efforts, moins de révoltes. On retrouve dans ces mesures d'«équité sociale» la vieille idée petite bourgeoise de conquérir l'unanimité par la fiscalité en évitant ainsi de s'attaquer aux rapports de production. Gageons que le P.S., force authentiquement bourgeoise, n'ira pas loin dans ces galéjades.

-c) Le P.S. propose des réformes de structure.

Nationalisations, d'abord. Oui, mais pourquoi faire ? On retrouve vite le flou: il s'agirait de mieux maîtriser l'appareil productif pour arriver à relancer l'accumulation et aussi à diminuer la dépendance extérieure de la France (faire passer la part des échanges extérieurs dans la production de 25 à 20% en 1990). Mais comment fera-t-il ?

* Soit l'Etat contingente les importations, mais alors il déclare la guerre aux autres impérialismes occidentaux (car les importations concurrentes viennent plus des pays impérialistes que du Tiers-monde) et alors l'Etat français ne peut qu'être perdant. De plus, l'autarcie est globalement défavorable à un pays impérialiste, car elle diminue son niveau de vie.

* Soit il a une politique d'accélération du redéploiement, d'amélioration de la spécialisation internationale de l'impérialisme français. Le P.S. déclare viser cet objectif (Que ne dé-



Une usine moderne d'électronique: l'exploitation d'«avenir» !

clare-t-il pas !). Mais le problème est alors double: -1) connaître la bonne spécialisation pour l'impérialisme français; -2) avoir les moyens de faire une marche forcée dans cette direction.

Le premier point est incertain: il n'y a pas de modèle impérialiste de sortie de crise (comme il a pu y avoir un modèle U.S. ou allemand AVANT crise). Les secteurs industriels d'avenir restent flous, comme les conditions générales d'une nouvelle accumulation. Le P.S. n'a pas de politique industrielle originale dans ses tiroirs (on ne verrait d'ailleurs pas pourquoi Giscard ne l'aurait pas déjà réalisée !). Les moyens enfin d'un volontarisme étatique sont limités. L'impérialisme connaît la loi anarchique du profit et ce sont les monopoles qui savent le mieux défendre leur avenir économique. La seule alternative possible est celle d'un capitalisme d'Etat, relativement autarcique et militarisé. La nouvelle bourgeoisie en est porteuse. Pas le P.S. Le P.S. annonce, à côté des nationalisations, une politique offensive de recherche, une relance de la planification de moyen terme. Il y consacrerait certes plus de moyens financiers et de forces que Giscard, mais cela ne peut tracer que très lentement une éventuelle nouvelle voie. Comme au surplus l'impérialisme français n'a plus les moyens de l'époque gaulliste, Mitterrand n'est pas prêt de siéger au Panthéon.

Le projet des nationalisations pourrait en fait se réduire au projet de renforcer les grandes firmes multinationales françaises, de stimuler leur recomposition et leur concentration, d'arriver ainsi plus rapidement à la constitution de grands pôles industriels français suffisamment concentrés pour tenir dans la rivalité internationale mais en même temps suffisamment larges pour assurer eux-mêmes en leur sein la péréquation des profits entre secteurs à forts taux de profit mais avec peu d'avenir et secteurs actuellement peu rentables mais stratégiques à terme. Ceci suppose que les nationalisations facilitent cette concentration et non pas retardent le redéploiement des firmes. Le pari impérialiste reste ouvert.

-d) Le P.S. parle beaucoup enfin d'un «new deal» mondial, d'un nouveau plan Marshall pour le Tiers-monde.

C'est l'idée de pratiquer la relance Keynesienne au niveau mondial, d'aider financièrement les Etats du Tiers-monde à se développer et s'équiper, ce qui élargirait les marchés pour les pays impérialistes. Le P.S. transpose «tranquillément» ce qui s'est fait dans le cadre interne d'un Etat (les U.S.A. du New Deal en 1936) ou ce qui s'est fait à l'intérieur du camp impérialiste occidental structuré par l'impérialisme U.S. dominant (Plan Marshall en 47 par les U.S.A. en Europe). Les conditions sont aujourd'hui toutes autres. D'abord, financer l'achat par les Etats du Tiers-monde de marchandises aux pays impérialistes se fait depuis longtemps et a conduit aujourd'hui à un sur-endettement dramatique de ces Etats. Ensuite, tout financement non-bilatéral accentue les rivalités entre impérialismes occidentaux pour s'approprier les marchés: on n'est plus dans la situation 47-52 où seuls les U.S.A. pouvaient à la fois financer le monde grâce au dollar et produire les biens d'équipement et autres produits nécessaires à la nouvelle accumulation. Enfin, la rivalité des deux superpuissances préparant la guerre ne dispose pas à un monde stabilisable sous l'ordre impérialiste occidental.

-3) Le P.S. a donc de faibles marges de manœuvres pour une politique économique alternative:

L'impérialisme français décline doucement. Giscard-Barre ont fait le maximum pour le maintenir à flots, accroché au «peloton de tête». Ils ont été remplacé à la tête de l'Etat par le P.S. en raison non de leur incompétence économique, mais de leurs faiblesses idéologico-politiques.

Le P.S. est porteur d'une autre idéologie, non d'une autre politique économique. A court terme, il s'oriente vers une gestion prudente de l'économie, minorant la relance, appelant à l'effort. Sa politique devrait conduire à court terme à un peu-plus de production, une croissance ralentie du chômage, un peu plus d'inflation et une dévaluation du

franc. Mais pas à une faillite accélérée.

A moyen terme, il tentera vaille que vaille une politique plus volontariste de redéploiement, mais dont mêmes les contours ne sont pas encore tracés. Il tentera surtout de réorganiser le consensus impérialiste interne, avec la petite bourgeoisie bien sûr, mais aussi dans les usines où il fourbit ses projets d'extension du parlementarisme et de relance d'un syndicalisme de concertation.

La situation internationale, faite d'instabilité croissante au niveau économique et politique devrait être son principal point d'achoppement à court terme. C'est surtout sur ce plan qu'il devrait buter rapidement sur le système des contraintes de l'impérialisme français: placé au second rang des impérialismes secondaires, poussé à se vendre au plus offrant, à composer dans une situation de rivalités croissantes.

Ceci recouvre déjà le principal problème posé à court terme à l'État-P.S.: défendre ou non le franc ? Mais surgiront bien vite les autres questions: quelle politique d'exportations (pays arabes, Proche-Orient) ? Rester ou non dans le Système Monétaire Européen ? Que faire face au Japon (importations) ? Face aux États-Unis (en Afrique en particulier) ? Que tenir face à l'U.R.S.S. ? Que lui vendre ? Quels rapports avoir avec les autres pays européens ? Que tenir des chasses gardées en Afrique ? Sur quelles priorités se redéployer dans le Tiers-Monde ?

On peut faire l'hypothèse que le P.S. gèrera avec prudence l'économie, tout en la poussant très «tranquillement» dans le sens du déclin de l'impérialisme français.

Ce déclin butera suffisamment tôt sur les contraintes internationales et les rivalités inter-impérialistes pour ne pas se donner dans une faillite interne généralisée.

INTERNATIONALISME

BREVE HISTOIRE POLITIQUE DE LA QUESTION NATIONALE IRLANDAISE

Une présence
militaire brutale...
et ancienne.



En 1869 déjà, Marx réclamait la partition de l'Irlande d'avec l'Angleterre. En cela, il soutenait un mouvement qui allait se confirmer tout au long du XXème siècle. Cet article vise à préciser les conditions historiques du combat national Irlandais, pour essayer de cerner sa nature, son actualité.

— | —

DE 1800 à 1914: UNE COLONISATION FÉROCE.

La constitution du Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse, Pays de Galles et Irlande) s'est faite sur la base de l'hégémonie anglaise: la couronne a conquis les royaumes (et sociétés traditionnelles) Gallois, Ecossais et Irlandais. Cette conquête a parfois été sanglante, longue et riche de péripéties (telle celle de l'Ecosse dont la dernière résistance - celles des «Ja-

cobites» en 1750, du nom des partisans du roi Jacques d'Ecosse - a donné lieu à une répression féroce entraînant la quasi-désertification d'une région entière - les Highlands - sa population ayant été massacrée, déportée, dépouillée de sa culture, poussée à l'émigration).

La soumission de l'Irlande a abouti en 1800 à «l'acte d'Union», c'est-à-dire l'intégration pure et simple au royaume.

La colonisation de l'Irlande fut absolue et féroce:

* des colons anglais (ou d'autres régions de la Grande-Bretagne) de religion protestante s'installèrent, surtout en Ulster (région Nord-Est), ou furent créées les infrastructures industrielles minimales, portuaires et commerciales de la colonie - toutes dirigées vers l'Angleterre. Ils développèrent des structures politiques tournées vers le seul but de circonvier les Irlandais, de les écarter de toutes positions de force: c'est le cas des confréries Orangistes regroupant toutes

les catégories sociales des colons dans des loges dispensatrices de privilèges et portant à l'extrême l'idéologie et les pratiques anti-Irlandaise, anti-catholique, anti-républicaine, puis anti-communiste.

* le statut des Irlandais est clairement colonial:

. la représentation parlementaire est censitaire (écartant la majorité Irlandaise).

. les Irlandais sont spoliés systématiquement des terres, ils ne sont que les fermiers de propriétaires fonciers anglais qui les congédient à leur gré sans indemnités et leur imposent des loyers énormes.

. bien que catholiques romains, ils sont soumis à un impôt de l'église anglicane (l'église réformée d'Etat d'Angleterre) qui est l'un des accapareurs de terres principaux (cette situation sera progressivement transformée).

Aux conséquences de cette exploitation sauvage - qui déstructure le tissu social Irlandais rural - s'ajoutera vers 1840 une maladie de la pomme de terre ravageant la principale culture alimentaire: la famine et la misère s'installent. La population (qui est estimée à 6 millions en 1840) chute vertigineusement (aujourd'hui encore, il n'y a que 3,5 millions d'Irlandais, malgré le plus fort taux de croissance démographique d'Europe), l'émigration vers les U.S.A. est massive.

Après des épisodes de résistance paysanne individuelle, des sociétés secrètes visant à l'indépendance se créent vers 1860. Elles sont alimentées par les émigrés des U.S.A. Bien que leurs actions militaires («terrorisme» déjà) échouent, elles posent le problème de l'indépendance sur la place publique.

A cette époque, il semble que les gouvernants Britanniques envisageaient de réformer le statut de l'Irlande pour diminuer les tensions (l'ampleur de cette volonté de transformation est bien sûr inconnue). Mais les «unionistes» (les partis protestants de l'Ulster favorables à l'intégration dans le Royaume-Uni) - dont le poids électoral (considérable étant donné la sur-représentation des colons) était indispensable aux équilibres parlementaires britanniques-, se sont opposés à toute modification. L'immobilisme et le pourrissement de la situation devint la seule politique en Irlande (à bien des égards, on le verra, cela continue d'être le cas en Ulster aujourd'hui).

- II -

1914-1921: LA RÉSISTANCE ARMÉE, LA GUERRE D'INDÉPENDANCE.

Au début du siècle, des minorités actives s'organisent contre la domination britannique. D'un côté, contre le raidissement unioniste, des nationalistes organisent une petite armée (les «Volontaires Irlandais»), s'entraînant à la campagne pour résister aux coups de mains des groupes paramilitaires protestants pourchassant les indépendantistes. De l'autre, des syndicats ouvriers se créent sous l'impulsion de J. Connolly, un des premiers socialistes marxistes d'Irlande. Les grèves qui se déclenchent sont violemment réprimées, ce qui pousse les syndicats à créer eux aussi un groupe d'hommes et de femmes armés (l'«Armée des Citoyens Irlandais»).

A Pâques 1916, les deux groupes, après de pénibles négociations, décident de mener une action d'éclat ensemble: c'est l'occupation de la poste centrale de Dublin (ville principale d'Irlande), au cours de laquelle est annoncée la création de l'I.R.A. («Irish Republican Army», armée républicaine Irlandaise) et proclamée la constitution du nouvel Etat Irlandais à venir. Face à cela, les britanniques marquent leur volonté coloniale sans ambage (profitant du fait que les nationalistes sont alors quelque peu isolés dans la population travaillée par les idéologies chauvines - nous sommes au milieu de la guerre inter-impérialiste de 1914-1918): la moitié de Dublin est rasée au canon - ce qui n'était pas utile à la réduction de quelques dizaines de combattants armés de bric et de broc -, les occupants survivants sont fusillés, Connolly, blessé au cours de l'opération est exécuté sur un fauteuil roulant !

Mais leur héroïsme ne fut pas inutile: dès la fin du conflit mondial, l'I.R.A. se développe massivement, et la

guerre d'indépendance embrase l'Irlande (surtout le Sud). Les britanniques débordés demandent à négocier. C'est alors que va se sceller le drame actuel de l'Irlande.

- III -

1921-1923: LA PARTITION, LA GUERRE CIVILE IRLANDAISE.

Bien qu'en position offensive, l'I.R.A. et le Sinn Fein (branche politique de l'armée) signent un accord avec les britanniques comprenant la séparation d'une des provinces (l'Ulster, zone où les colons protestants sont majoritaires - pour à peu près les 2/3 de la population) restant attachée au Royaume-Uni et une forme d'indépendance pour le reste de l'Ile (l'indépendance définitive sera formellement acquise en 1949).

L'I.R.A. va se diviser là-dessus: une partie scissionnera en refusant d'abandonner le 1/6ème du territoire national (sur lequel vivent aujourd'hui un peu plus de 500 000 Irlandais et un peu moins du double de colons, pour 3,5 millions d'Irlandais en Eire - nom de l'Etat indépendant).

Une véritable guerre civile va opposer les 2 fractions. Les négociateurs de l'accord (peu fermes à cause de leurs options bourgeoises), deviennent vite collaborateurs des britanniques: l'armée de l'«Etat Libre d'Irlande» est financée et entraînée par les britanniques et s'attaque aux scissionnistes, qui gardent le nom d'I.R.A. Après de sanglants incidents, et le ralliement honteux de E. de Valera (chef de l'I.R.A. qui devient le président de la république), l'I.R.A. est démantelée (77 de ses dirigeants sont exécutés, 15 000 combattants sont emprisonnés pour de nombreuses années).

L'Eire s'installe dans ce drame qui obère sa réelle souveraineté: une bourgeoisie nationale fondée sur les domaines agricoles et une petite bourgeoisie d'encadrement prennent les rênes du pouvoir, se contentant d'un rôle effacé à l'ombre de la tutelle néo-coloniale britannique, qui contrôle l'essentiel des échanges et des ressources (par exemple, le courant électrique fut longtemps fabriqué dans des centrales en Ulster et exporté vers l'Eire).

Aujourd'hui, la situation de ce point de vue a encore empiré: le principal partenaire économique de l'Eire est toujours la Grande-Bretagne (40% des échanges) tandis que pratiquement toutes les activités économiques sont aux mains de multinationales (à dominante britannique, U.S. ou allemande, selon les cas), appelées à la rescousse à la fin des années 60 pour développer l'industrie du pays, et attirées pour cela par le faible coût de la main d'oeuvre et les dégrèvements fiscaux, facilités de transferts des capitaux... habituelles dans ce genre d'opération. Le secteur rural est en déclin continu par le fait de l'entrée du pays dans la C.E.E. (la base de la bourgeoisie nationale est de ce fait supprimée, celle-ci s'étant recyclée dans le «compradore», en devenant intermédiaire de multinationales). Il faut dire que la même politique exactement est pratiquée en Ulster occupé: industrialisation par sociétés étrangères (de par la crise croissante de l'impérialisme britannique). Cette homogénéité dans la dépendance néo-coloniale semble unifier l'Ile, mais les facteurs politiques et historiques demeurent:

- l'Ulster est occupé par l'armée britannique et son statut colonial demeure - bien que transformé selon les aléas de la conjoncture (droit de vote...).

- les unionistes protestants sont hostiles à tous changements (sauf les ultras du Pasteur Paisley, sorte de fasciste dirigeant une église locale, qui sont favorables à l'indépendance de l'Ulster, avec relations privilégiées avec Londres et cassage de gueule des Irlandais par leurs bons soins !), immobilisant totalement les autorités britanniques.

- le gouvernement et les classes dirigeantes de l'Eire, bien persuadés que leurs intérêts de bourgeois intermédiaires (relevés idéologiquement à la sauce «nationale» pour tromper les masses Irlandaises de plus en plus sensibles à la situation en Ulster), ne sont pas menacés par la continuation de l'état de fait, et sont - par contre - apeurés par le nouveau qu'entraînerait la réunification de l'Ile (troubles avec les protestants, nécessité de circonvier à nouveau le mouve-

ment national et les courants révolutionnaires qui pourraient apparaître, problèmes pour «continuer le commerce»...). Tout cela bouleverserait ce que des journalistes ont appelé le «singapour européen» (c'est-à-dire l'îlot paradisiaque pour les investissements impérialistes).

— IV —

LA RÉAPPARITION DE L'I.R.A. NOUVELLES DIVISIONS, LES FORCES POLITIQUES EN ULSTER OCCUPÉ.

En 1968-69, la population catholique d'Ulster se mobilise activement et massivement, autour de groupes nationalistes modérés, dans une campagne pour les droits civiques (visant à obtenir une égalité de vote avec les protestants). Les ultras unionistes, autour de Paisley, pour s'opposer à ce mouvement de masse, se livrent à des opérations fascistes d'une brutalité incroyable, à la limite du pogrome: les ghettos catholiques (où vivent les Irlandais dans des logements très pauvres - l'inégalité en Ulster - au delà des statuts juridiques - c'est une inégalité de revenu considérable entre les colons et les Irlandais, presque tous manoeuvres, employés sans qualification, ou chômeurs...) sont attaqués par des bandes armées, incendiés ou détruits à l'explosif, les catholiques pourchassés et mis à mal. Un premier type d'autodéfense se met en place dans le «Free Derry» et «Free Belfast» (Derry et Belfast Libres): pour faire le guet, évacuer rapidement, riposter quand c'est possible. Des sortes de «zones libérées» s'instaurent, avec armée, police, radios spécifiques... Une activité politique intense s'y déroule, des courants de toutes sortes (y compris marxistes-léninistes) s'y expriment et débattent.

Les britanniques envoient des troupes pour «séparer les deux communautés» (il y avait 600 soldats alors, leur chiffre serait aujourd'hui d'environ 21 000). D'abord accueillis avec soulagement par la population Irlandaise, au bord du massacre, ils se livrent bientôt à la chasse aux nationalistes et tentent de démanteler les organes populaires des ghettos.

C'est sur ce terrain que la nouvelle I.R.A. va apparaître. Auparavant (en 1939 et 56), des nationalistes armés s'en réclamant avaient tenté des campagnes «terroristes» en Ulster qui avaient été des échecs. Mais cette fois-ci, la mobilisation populaire constitue un arrière sûr et le recrutement, la formation des combattants vont être massifs.

Les deux premières années, la lutte nationale Irlandaise bat son plein, mais l'allant historique du combat n'empêche pas une nouvelle division en deux du mouvement

nationaliste. L'I.R.A. éclate:

- D'un côté, l'I.R.A. «officielle» (dont la branche politique est le Parti des Travailleurs). Sa ligne est «marxiste», ce qui veut dire pour eux que la lutte de «libération nationale» est, formellement, assignée à la «lutte des classes» (dont l'action syndicale - dans l'unité de la «classe ouvrière Irlandaise», protestants comme catholiques - serait l'expression).

- De l'autre l'I.R.A. «provisoire» («provo») et sa branche politique le Sinn Fein, reprend les thèses plus «nationalistes» de l'ancienne I.R.A., et affirme la nécessité de s'opposer aux unionistes, comme détachement colonial. Elle semble s'appuyer sur des réseaux de soutien Irlandais (d'Eire et des U.S.A.).

Cette opposition se traduira sur le terrain: l'I.R.A. officielle cessera toute activité militaire contre les britanniques, mais s'opposera à l'I.R.A. provisoire de toutes les façons: politiquement, mais aussi par la force (en 1977 la foule assistant à un défilé du Sinn Fein sera arrosée à pistolet par des gens de l'IRA officielle - ce qui entrainera d'ailleurs la scission en son sein et la constitution d'un petit groupe armé l'I.N.L.A. («Irish National Liberation Army») dont la branche politique est l'I.R.S.P. (Irish Revolutionary Socialist Party).

De fait, on peut se demander un certain nombre de chose sur ces I.R.As-là:

.. Les arguments «marxistes» sur la prééminence de la «lutte des classes», nous le savons bien, dans une conjoncture coloniale ou néo-coloniale, loin de constituer une voie de l'autonomie du prolétariat, le détourne des tâches politiques du moment, qui sont des tâches nationales. Cette attitude, surtout lorsqu'elle est appuyée sur une conception syndicaliste, est une trahison pure et simple.

.. L'I.R.A. provisoire quant à elle a bien du mal à s'extraire d'une certaine forme de militarisme qui caractérise la résistance Irlandaise depuis ses débuts. L'articulation de son travail politique et de son travail militaire est parfois relative, ses propositions de règlements sont souvent peu claires (soit des revendications immédiates - sur le statut des prisonniers, le retrait des troupes dans leurs casernes... contre un cessez le feu, soit pas moins que la réunification dans une Irlande «unie, libre et socialiste»). La tendance à d'abord créer son armée et à ensuite tenter de lui faire une couverture légale ou semi-légale (le Sinn Fein est illégal en Ulster, mais a de nombreuses résurgences démocratiques) est illustratrice de ce propos.





1972: dans le Belfast-Libre, patrouille de l'I.R.A.

La dernière période voit, semble-t-il un progrès vers plus de politique (le mouvement pour les droits des prisonniers par exemple, même s'il est appuyé par des actions armées ou des affrontements de masse avec les militaires britanniques, est clairement un combat pour la reconnaissance politique du fait national Irlandais). De nombreux groupes et forces politiques (féministes, extrême-gauche, sociaux-démocrates, etc...) mènent la lutte idéologique entre eux et avec l'Ira-provo, ce qui est un progrès en soi.

— V —

DE 72 A AUJOURD'HUI: UNE LUTTE DÉTERMINÉE ET HÉROIQUE CONTRE LE COLONIALISME BRITANNIQUE.

Après la scission, et l'abandon de la lutte armée par l'Ira-officielle, une répression terrible met en péril l'Ira-provo. Pendant 3 ans, elle reconstitue ses forces et parvient à continuer ses actions contre les ultras loyalistes et contre les troupes d'occupation.

En 1975, l'Ira-provo, propose, un peu sous la pression populaire et la lassitude des combats, un cessez-le-feu sous conditions :

- = fin de l'internement sans jugement (les autorités pouvaient garder tout suspect en prison aussi longtemps qu'elles voulaient).

- = amnistie pour les milliers de prisonniers (aujourd'hui, il y a plus de 2000 emprisonnés en Ulster, en Grande-Bretagne et en Eire, car l'État «indépendant» n'hésite pas à embastiller des combattants, avec, cependant, un régime plus humain, ce qui est d'ailleurs aisé).

- = retrait des patrouilles britanniques (et confinement dans les casernes).

- = promesse de cesser à terme l'administration de la province.

Le seul point acquis sera la suppression de l'internement sans jugement. Le cessez-le-feu sera en fait unilatéral: les unionistes, puis les soldats, continueront leur chasse à l'Irlandais. L'Ira-provo en reviendra à la lutte armée: 1976 sera l'année la plus meurtrière depuis 72. (environ 2000 personnes ont été tuées dans les dix dernières années et plus de 10 000 blessées).

Les britanniques, malgré des projets de règlement politique toujours avortés par les menées des ultras et le peu de volonté réelle des gouvernements successifs (travailleurs comme conservateurs) d'arriver à une solution, vont accroître encore le blocage: le parlement local sera supprimé et l'administration deviendra directe («direct rule») par un ministre chargé de l'Irlande du Nord, assisté de 2 secrétaires d'État et de 2 sous-secrétaires d'État (on notera le parallèle instructif d'avec le «ministre résident» et ses secrétaires d'

État chargés de l'administration des dernières années de l'Algérie coloniale).

Il nous faut parler ici, pour lui faire un sort, du «mouvement des femmes pour la paix» qui a fait beaucoup parler de lui en 1977 (en particulier à travers une de ses dirigeantes: Bernadette Devlin). Après une année terrible, et dans l'apparente symétrie des violences, un groupe de femmes catholiques et protestantes ont organisé un mouvement destiné à «faire cesser les tueries». Il proposait une solution fédérative assez floue pour faire illusion sans impliquer de profondes transformations. Après quelques succès populaires (manifestations importantes...) ce groupe fut travaillé par les unionistes modérés et est aujourd'hui clairement du côté du statu-quo (ses activités sont en sommeil d'ailleurs, car de nombreux membres catholiques sont à nouveau mobilisés dans le combat national).

La campagne pour les droits des prisonniers politiques commence en 1976. Des centaines de détenus participent ainsi à la lutte avec les moyens dont ils disposent. Lutte pour la dignité, elle prend des formes surprenantes et courageuses: grève de l'hygiène (pour avoir le droit à des vêtements civils) grève de la faim (pour un statut politique: droit d'association des prisonniers, droit à un colis, une visite, une lettre par semaine, droit à avoir du papier à écrire...).

En 1977, l'Ira lance une campagne contre des hommes d'affaires étrangers investissant en Ulster. 5 sont abattus, ces actions n'ont, semble-t-il pas été bien comprises.

Si l'année 78 est relativement «calme», le travail politique progresse: campagne de soutien à la grève de l'hygiène, aux blanket-men (les prisonniers vivent nus, enveloppés dans une couverture - blanket en anglais - pour ne pas porter l'uniforme carcéral), contre la torture psychologique (lumière forte allumée en permanence dans une pièce aux murs blancs...).

En 1979, l'Ira-provo relance une campagne militaire: Lord Mountbatten est tué en Eire par attentat à la bombe tandis que 18 soldats britanniques sont abattus dans une embuscade en Ulster. Ces actions diversement appréciées (surtout l'attentat contre Mountbatten qui était plutôt un libéral concernant l'Irlande) relanceront cependant, en Eire en particulier, le débat sur la question nationale.

Les grèves de la faim de la fin 80-début 81 seront soutenues par la population catholique d'Ulster comme par celle d'Eire, d'une manière bien plus massive qu'aucunes actions depuis 1969. De gigantesques manifestations auront lieu à Belfast, la plus importante de toute l'histoire de l'Ulster aura lieu le 9 Mai, et à Dublin également à l'occasion des obsèques de B. Sands (l'élection de celui-ci à la Chambre des Communes britannique, dans un quartier populaire catholique d'Ulster est un autre signe de ce renouveau).

La grève de la faim qui a coûté la vie à 3 militants de l'I.R.A-provo et à 1 de l'I.N.L.A. nous étonne, certes. Nous sommes peu familiarisé avec cette forme de lutte si dérisoire en apparence, mais dans le fond d'un courage extraordinaire. Il faut savoir que ces militants n'ont connu que la guerre coloniale, les exactions des fascistes unionistes, la prison (ils sont parfois condamnés à des peines de prison de plusieurs dizaines d'années) et la privation de la possibilité de lutter autrement qu'en mettant leur vie en balance avec la conscience de leurs geôliers. Saluons-les comme ils le méritent !

— V —

EN GUISE DE CONCLUSION.

Le 9 Mai, un accrochage a eut lieu à la frontière entre l'Ulster et l'Eire, opposant une patrouille britannique et un groupe de l'Ira-provo. Deux combattants Irlandais ont été capturés et emprisonnés: l'un par l'armée d'occupation en Ulster, l'autre en Eire par l'armée «Irlandaise».

Voici un raccourci saisissant de la situation en Irlande ! Des élections ont eut lieu récemment à la fois en Ulster et en Eire. Dans les 2 cas, les forces nationalistes (soit directement pro-Ira-provo - par exemple en Ulster le Parti de l'Indépendance Irlandaise qui emporte 21 sièges pour la première fois, soit plus modérées) ont progressé (contraignant les partis bourgeois en Eire à un discours «national» plus musclé). Mais en Ulster, les ultras unionistes ont eux aussi conforté leur domination, tandis que le gouvernement de M. Thatcher, l'un des plus réactionnaire que la Grande-Bretagne ait connu, durcit son ton et ses pratiques, refusant pour le moment la moindre concession et se réjouissant ouvertement du décès des militants en grève de la faim (quatre continuent le mouvement de leurs camarades).

En France, plusieurs manifestations ont eu lieu contre l'attitude colonialiste du gouvernement Thatcher: plusieurs du C.D.P.P.I. (Comité de défense des prisonniers politiques en Irlande, constitué de gens proches des trotskystes, ou sympathisants des groupes Irlandais en France) ainsi qu'une autre, de près de 10 000 personnes organisée par le P.C.F. La massivité de ces démonstrations illustre le début de mobilisation sur l'affaire Irlandaise. Les révisionnistes du P.C.F., trop heureux de se faire mousser à bon compte ont développé un discours fielleux contre le deuxième «ennemi héréditaire» (le «rosbif» après le «boche») qui serait le seul colonialiste en Europe.

Contre cette ligne des trotskystes et des révisionnistes, il nous faut au contraire inscrire la lutte nationale Irlandaise:

- à la fois dans l'actualité de la question nationale dans le monde, et son expression la plus avancée en Europe occidentale aujourd'hui.

- et dans la lutte contre les États impérialistes d'Europe, en particulier contre l'État impérialiste français qui n'est pas en retard pour nier les phénomènes nationaux et réprimer les organisations et mouvements porteurs d'une voie indépendante (Corse, DOM-TOM...). A cet égard, une attention aux déclarations d'Emmanuel sur les DOM-TOM (son premier soin au cours de sa première tournée «aux colonies» aura été de confirmer que le gouvernement actuel n'avait nulle intention de céder aux indépendantistes) aurait pu écarter le C.D.P.P.I. d'aller à l'Élysée comme il l'a fait après l'élection de Mitterrand.

Une attention nécessaire contre le social-impérialisme s'impose également (étant donné le manque de clarté des groupes Irlandais là-dessus, qui peut prêter à confusion). Il faut dire que chacune des 2 superpuissances est fort intéressée à l'Irlande (qui voudraient profiter de l'érosion des positions britanniques).

Est ouverte une période où le peuple Irlandais tout entier, en Eire et en Ulster, se pose la question de son devenir national. La crise économique, qui jette plus de 10% des gens au chômage au Sud et près de 40% des catholiques en Ulster risque bien de favoriser l'accroissement des tensions.

Nous, maoïstes, soutenons cet effort. Nous espérons que le peuple Irlandais trouvera une voie pour son indépendance réelle et son unité nationale (ce qui implique également la clarté sur la lutte contre l'impérialisme occidental: britannique/U.S./C.E.E.).

Une direction politique cohérente à cette tâche, porteuse du projet de constitution de l'autonomie prolétarienne et populaire, du projet de parti communiste de type nouveau, n'existe pas aujourd'hui. Nous veillerons à soutenir tout ce qui pourrait renforcer cette voie.

**BRITANNIQUES, HORS D'IRLANDE !
RÉUNIFICATION DE L'IRLANDE PAR LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME EN ULSTER,
ET LE NÉO-COLONIALISME ET SES LAQUAIS
EN EIRE !**



- Tout un peuple en mouvement pour son unité nationale (ici en 1972, manifestation en Eire contre une prison où des patriotes de l'I.R.A. étaient détenus).

Iran: la révolution nationale en difficultés

Le régime du Shah était anti-national, chevillé à l'impérialisme U.S., et sans base de masse à l'intérieur de la société Iranienne. Au cours du règne, l'économie traditionnelle, l'agriculture en particulier, a été complètement ravagée par un mode de développement capitaliste sauvage d'origine étrangère uniquement fondé sur le monopole de la rente pétrolière. L'appareil d'État, l'armée en particulier, largement encadré par les américains, était complètement étranger à la réalité Iranienne, était véritablement mercenaire du Shah.



Le Shah a été renversé par les larges masses Iriennes au cours d'une révolution nationale :

Dans un sursaut national gigantesque et héroïque (voir les épreuves de l'insurrection de Téhéran) le peuple Iranien a renversé le pouvoir impérial.

A la suite de cette révolution nationale (relevant du principe défini par Mao «les nations veulent l'indépendance»), la question qui restait ouverte était celle de l'édification d'un nouvel État Iranien dans le cadre fixé par la révolution: un nouveau type d'indépendance et d'existence nationale.

C'est en effet dans cette exigence d'indépendance absolue vis-à-vis des U.S.A. (ancien impérialisme dominant) comme de tout autre impérialisme que réside le caractère nouveau des grandes questions nationales de notre temps.

Toutes les forces politiques de la Révolution Iranienne sont structurées par la question nationale :

Dans ce cadre, la lutte entre les projets politiques visant à la direction de l'État prend toute sa signification:

* des forces bourgeoises libérales (issues de l'époque de Mossadegh) hostiles au Shah à des degrés divers (Bakhtiar puis Bazargan) ont un temps tenté à elles seules de conserver le pouvoir sans grandes transformations. Mais elles ont dû lâcher devant la mobilisation populaire.

* les forces regroupées autour de l'intégrisme religieux nationaliste et chauvin de Khomeyni prennent le pas sur les libéraux, et, DANS LA PLUS GRANDE CONFUSION, s'emparent des rôles de police et de justice et autres médiations de l'État (à travers les «gardiens de la révolution», les tribunaux Islamiques, puis au Parlement). Le peuple est unifié autour d'un authentique ferment national Iranien: l'Islam Chiite.

* de ce courant se détache la tentative de B. Sadr, qui est celle de constituer une voie nationale bourgeoise, clairement démarquée des 2 superpuissances (et ce de façon explicite également par rapport à l'U.R.S.S.), envisageant un développement capitaliste principalement auto-centré, encore qu'appuyé sur le commerce avec l'Europe. Bani Sadr, privé de structure de type parti s'appuie sur des courants exis-

tants déjà, successivement les libéraux, puis les «groupes de l'insurrection», et sur son activité à la présidence de l'État.

* les «groupes de l'insurrection», principaux acteurs organisés de la révolte populaire contre le Shah, sont divisés et ballottés par les événements ayant suivi la révolution: une partie d'entre eux (les «fédayins majoritaires») se sont ralliés à Khomeyni en appuyant des positions pro-U.R.S.S et pro-Toudeh (parti révisionniste pro-Moscou).

Les autres pratiquent d'abord un «soutien critique» principalement sur la base d'une démarcation idéologique (comme «progressistes» ou «marxistes-léninistes») et de surenchère contre les U.S.A.

Les tensions s'accroissant, ils se présentent en rivalité avec Khomeyni, sans cependant être en état de représenter une voie autonome bien claire sur la question nationale. Ils sont alors perçus comme divisant le mouvement quant à ses objectifs, ce qui les isole et les expose à la répression. Ceci renvoie aux complexes questions des tâches du prolétariat et de son parti dans une situation où la bourgeoisie dirige le processus national.

La guerre d'invasion Irakienne: une guerre contre-révolutionnaire :

Pour contrer l'édification nationale Iranienne en cours, l'Irak, appuyé par les impérialistes (occidentaux en particulier: la France a livré en priorité des «mirages» à l'Irak en Décembre 80) a tenté une guerre d'invasion. Contrairement à ce qu'avait souhaité les impérialistes, l'Irak s'est enlisé dans cette guerre et il est aujourd'hui hors d'état de la gagner. Le peuple Iranien s'est opposé à cette invasion dans un vaste mouvement de type «levée en masse»-1792 des révolutionnaires bourgeois français contre la réaction étrangère. Toutefois, chaque force politique Iranienne est intervenue pour canaliser cette mobilisation populaire aux frontières et dans le pays :

- Bani Sadr s'est rendu sur le front pour prendre la tête de l'armée.

- le P.R.I. a mobilisé les «gardiens de la révolution» pour renforcer l'armée régulière.

- les principaux «groupes de l'insurrection» se sont engagés eux aussi dans les combats.

Une grave crise politique s'est ouverte au moment où la guerre était sur le point d'être gagnée par l'Iran :

En effet, quiconque pouvait se désigner comme le vainqueur de la guerre était en position de force sur la question de la direction de l'État.

Le P.R.I. s'est lancé dans une contre-offensive contre B. Sadr. En son centre, la question du rapport de B. Sadr à l'armée, l'accusation de vouloir la monopoliser: il s'agissait d'empêcher B. Sadr de capitaliser son rôle à la tête de l'armée pendant la guerre. Les «groupes de l'insurrection» et l'extrême-gauche sont visés également (ils s'étaient rapprochés de B. Sadr dans la dernière période et étaient déjà la cible préférée des «gardiens de la révolution» dans les universités en particulier).

Le P.R.I. qui est à l'offensive dans cette affaire est cependant au cœur d'un règlement de comptes où il apparaît comme un regroupement politique SANS HOMOGENÉITÉ traversé par des conflits entre tendances (l'attentat à la bombe le révélait à merci). Les principales cliques du P.R.I. sont soit:

= pro-U.S.A.

= pro-Toudeh et pro-russe. Le Toudeh s'est infiltré massivement dans l'appareil d'État dominé par le P.R.I. en offrant les «compétences techniques» en matière de bureau-

cratie étatique de ses cadres; il a été aussi au centre de l'affaire des étudiants islamiques de l'ambassade U.S.

- = une fraction pro-Bani Sadr.
- = les Khomeynistes proprement dits.

Les pratiques fascistes du P.R.I. :

Ce sont des pratiques d'extermination des autres forces (Khomeyni: « nous n'avons plus la SAVAK, soyons tous des savakis »), annonce une situation dangereuse pour la suite de la lutte des classes sur la question nationale:

-1) Cette tension est exploitée pour écraser les « groupes de l'insurrection » (exécution dans les prisons, répression des manifestations): ce qui prive le pays de ses forces organisées dans la lutte contre le Shah et élargit le champ de manoeuvre pour d'éventuels contre-coups impérialistes.

-2) En effet, le P.R.I., pris comme emblème de l'Etat nouveau, n'a pas de cohérence propre - comme on l'a vu - autre que celle de l'hégémonie bourgeoise sur l'Etat. Les forces centrifuges - en particulier pro-U.S. et pro-U.R.S.S. - en son sein peuvent alors s'affronter dans un paysage politique de guerre civile contre-révolutionnaire où le peuple, n'ayant plus de points d'appui pour juger, serait embrigadé dans des camps en tous points réactionnaires.

-3) Un point encore obscur demeure celui de l'état de l'armée: ce qu'il en est de la guerre Irak/Iran; qu'est-ce que les différentes fractions de l'armée pensent de l'offensive du P.R.I. contre Bani Sadr (éventuelles tentations de jouer un rôle pour soi ou pour Bani Sadr).

NOS TACHES :

I) Expliquer la vitalité de la question nationale en Iran: après les luttes de libération nationale et leur division en deux, nouvelles formes de combat politique des peuples contre l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme. C'est là un encouragement politique formidable quant à la vitalité des processus révolutionnaires dans le monde.

II) Réfléchir les leçons de la capacité de la bourgeoisie à diriger ce type de révolution et les leçons du terrain à trouver dans ce cas pour les révolutionnaires prolétariens.

III) Nous engager dans l'étape actuelle aux côtés des groupes de l'insurrection réprimés, comme forces divisant, même malgré eux, en deux la lutte de classe sur la question nationale.

IV) Vigilance quant aux manoeuvres des impérialismes, y compris à travers les règlements de comptes sanglants internes au P.R.I. Surveiller les agissements du Toudeh et des groupes renégats ralliés à lui.

OSIRAK: une agression sioniste.

Nous condamnons résolument l'agression de l'aviation israélienne visant la centrale nucléaire irakienne. Notre condamnation n'est pas le fait d'une conception ayant trait à la géo-politique, à une préférence pour l'Irak dans l'affaire (tout au contraire, nous ne prions guère cet Etat qui s'oppose à la révolution Iranienne en tentant une invasion). Elle est fondée sur une analyse en termes historiques:

* Il s'agit d'un acte de terrorisme d'Etat constitué, qui survient après une liste ininterrompue d'exactions (de l'expulsion de leurs terres des palestiniens en 1948 aux guerres israëlo-arabes ainsi qu'aux assassinats à répétition de militants palestiniens en Europe et aux ingérences continuelles au Liban - telles par exemple ces semaines passées des opérations de commandos pour faire sauter des maisons, avec leurs occupants palestiniens...).

En fait, l'Etat sioniste ne s'est constitué - et ne se maintient - que par l'agression, l'ingérence, la subversion des processus politiques et nationaux authentiques du Moyen-Orient.

S'appuyant sur l'horrible traitement réservé aux juifs par les Etats européens avant et pendant le dernier conflit mondial (et profitant de la mauvaise conscience des nouvelles autorités de ces pays), les sionistes ont recruté pour la création d'un Etat artificiel implanté en Palestine. Cette excroissance a, depuis, constitué le facteur d'instabilité politique et de destruction historique le plus avéré de la région. Tentative coloniale d'un type nouveau, à l'heure précisément des luttes contre le colonialisme ancien partout ailleurs, l'Etat sioniste a dû employer les méthodes les plus

odieuses.

Que cela se fasse sous une couverture idéologique « religieuse » ne change rien à l'affaire, et ce pas plus en Afrique du Sud - où les premiers colons étaient des protestants chassés par les persécutions religieuses et où on utilise beaucoup la Bible comme « justification » de l'apartheid - qu'en Israël où l'on ne propose comme identité juive que la transformation en parachutiste colonial hyper-chauvin et spoliateur et ce en rupture totale d'avec les pratiques historiques des juifs en Europe. En ce sens, nous disons qu'en Israël, s'il y a des sionistes, des israëliens, il n'y a pas de juifs.

* Il s'agit d'une opération coloniale qu'on peut comparer à l'agression franco-britannique de Suez en 1956 (en rétorsion de la nationalisation du canal et de l'aide au FLN algérien pratiquées par l'Égypte de Nasser) ainsi qu'à l'enlèvement de Ben Bella et d'autres dirigeants du FLN par l'armée française, couvertes toutes deux par le gouvernement « socialiste » d'alors. Pour sauvegarder ses intérêts de puissance impérialiste (ou sa « sécurité ») on agresse impunément, en dépit de toute règle internationale minimale.

En vérité, telle est la vraie nature de la politique qui consiste à limiter les technologies nucléaires (civiles ou militaires d'ailleurs) aux seules puissances « raisonnables » (c'est-à-dire impérialistes ou social-impérialistes) et à tout faire pour en écarter les pays du Tiers-monde: n'y voyons qu'une inégalité, qu'une confiscation de plus !

Israël pour sa part constitue une réserve d'armement énorme, et ce en collaboration avec ce qui se présente: en l'occurrence avec l'Afrique du Sud de l'apartheid (c'est avec ce pays dit-on qu'un armement nucléaire aurait été fabriqué).

Notre condamnation du bombardement d'Osirak va - on l'a vu - plus loin que la simple dénonciation du manque d'usage international qu'il constitue. C'est là, d'ailleurs, la limite rapide des « protestations » des principaux Etats occidentaux - France comprise - cachant d'ailleurs parfois mal leur satisfaction devant ce « coup », bien dans les traditions impérialistes. Le pro-sionisme affiché de Mitterrand (qui est quand même contrarié) ne laisse rien présager de bon quant à la position de l'impérialisme français sur le Moyen-Orient.

Nous disons: **A BAS LE SIONISME AGRESSEUR, FACTEUR DE DESTRUCTION AU MOYEN-ORIENT, FACTEUR D'ANTISÉMITISME ET DE NÉGATION DE L'IDENTITÉ JUIVE ! PALESTINE VAINCRA !**



Émeute au Maroc



Procès
expéditifs
(ici 1975).

VIVE LE PEUPLE MAROCAIN, QUI SE DRESSE CONTRE LE RÉGIME ANTI- POPULAIRE DE HASSAN II !

L'émeute populaire de Casablanca, féroce réprimée par Hassan II attire une fois de plus l'attention sur le caractère particulièrement rétrograde du régime marocain.

Les liens qui nous attachent au peuple de ce pays sont très forts. C'est un peuple combattant, depuis la guerre patriotique menée dans le Rif contre les forces coloniales françaises, jusqu'aux soulèvements de la jeunesse et des ouvriers qui ont secoué à plusieurs reprises les grandes villes.

C'est aussi un peuple dont de nombreux membres, obligés de s'expatrier pour survivre, ont rejoint le prolétariat international de France. Certaines grandes usines, comme Chausson-Gennevilliers, comportent une masse d'O.S. marocains. Ils n'ont pas failli à leurs traditions en menant, en particulier, la grande grève de 1975.

Tout cela fait que le peuple marocain est véritablement pour nous un peuple frère dans la politique de classe.

CONTRE L'IMPÉRIALISME, CONTRE LA GUERRE.

Nous sommes indignés, révoltés, par les agissements d'un monarque qui, en outre, est engagé dans une guerre d'expansion et de rapine au Sahara Occidental. C'est d'ailleurs à cause de cette guerre et des frais énormes qu'elle entraîne (40% du budget marocain est consacré à l'armée) que l'Etat marocain augmente les prix des produits de première nécessité, sans aucune attention à la misère du peuple.

L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS a une responsabilité énorme dans le maintien au pouvoir des féodaux marocains. Protectorat au temps de la colonisation, le Maroc est aujourd'hui dans la zone d'influence de l'impérialisme français (bien que d'autres impérialismes, U.S. en particulier, lui conteste sa prééminence). L'indépendance réelle du Maroc est faible: l'élan national fut systématiquement brisé par les français, en particulier au cours de la guerre du Rif en 1923-25, qui visait à réprimer une tentative de créer un État moderne sur des bases nationales (et pas seulement «tribales») à l'époque de la domination coloniale (voir à ce sujet l'article sur la guerre du Rif dans le ML No 48-49 Mars 1981).

Depuis, et après divers épisodes, Hassan II qui représente une solution néo-coloniale, maintient son pays dans le sous-développement et la misère pour le peuple. Contre cela, les révoltes ont été nombreuses.

Le régime d'Hassan II s'est lancé il y a 4 ans dans une guerre coloniale contre le peuple Saharaoui qui avait dé-

jà entamé sa lutte de libération nationale contre le colonisateur espagnol. Le peuple Saharaoui a porté des coups très durs à l'armée marocaine (d'où les dépenses gigantesques d'aujourd'hui). Il faut bien comprendre comment Hassan II a préparé sa guerre: il a fait la «Marche Verte». A partir de là, tous les partis ont soutenu la guerre: que ce soit l'U.S.F.P., le P.P.S. (révisionniste) d'Ali Yata, ou l'A.M.F. ici en France. Il y a eu ce que nous appelons un consensus (un accord général de toutes les forces politiques) autour du roi pour qu'il mène sa guerre au Sahara. De là une situation politique difficile car aucune force politique ne parle de façon réellement indépendante de Hassan II.

La manifestation de Casablanca a montré la révolte, la volonté de s'en prendre au régime. Il se peut qu'une partie de la détermination des jeunes manifestants vienne de leur refus de partir à la guerre. Mais comment le peuple marocain peut-il faire pour que cette révolte serve à quelque chose; comment réfléchir la construction d'une force politique du peuple au Maroc indépendante vraiment de Hassan II?

Les processus politiques en cours sont complexes et parfois encore obscurs, mais nul doute que la voie tracée depuis quelques années par les marxistes-léninistes (dont beaucoup sont emprisonnés ou poursuivis encore aujourd'hui) est la seule qui permettra de dégager le peuple marocain de son régime de dépendance: voie de l'opposition à la guerre au Sahara, voie de la mobilisation pour la révolution, voie de l'arrachement national à la dépendance impérialiste.

Faire libérer les emprisonnés (y compris les marxistes-léninistes qui remplissent les geôles de Hassan II depuis de longues années) est une tâche qui doit mobiliser tous les révolutionnaires et tous les anti-impérialistes !

GISCARD EST PARTI, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DEMEURE !

Dans ce domaine, il ne faut pas s'illusionner sur l'attitude de la nouvelle administration de l'Etat impérialiste français, d'ailleurs très discrète quant à la répression de Casablanca.

C'est que le poids de la réalité tempère la bouillie idéologique du «soutien au Tiers-monde»: c'est sur les États dominés du type Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire... que repose la «prospérité» impérialiste française. Les phosphates, les produits agricoles, sans parler de la main d'œuvre immigrée provenant du Maroc, valent bien de ravalier quelques discours r'nfants.

Le nouveau ministre de la «coopération» fait donc comme le précédent: il se tait.

**A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! A BAS HASSAN !
VIVE LE PEUPLE MAROCAIN DANS SA LUTTE POUR
LA LIBERTÉ, L'INDÉPENDANCE ET LA RÉVOLUTION !**